



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Compte / Rechnung

2013

Message du Conseil d'Etat
Botschaft des Staatsrates

Message concernant le compte de l'Etat du Valais pour l'année 2013

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais
au
Grand Conseil

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 27 et 28 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation les résultats du compte de l'Etat pour l'année 2013.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au compte de l'Etat pour l'année 2013 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, mars 2014

Le Président du Conseil d'Etat : **Maurice Tornay**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Botschaft betreffend die Rechnung des Staates Wallis für das Jahr 2013

Der Staatsrat des Kantons Wallis
an den
Grossen Rat

Sehr geehrte Frau Präsidentin
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 27 und 28 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen das Ergebnis der Rechnung 2013 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, die Rechnung 2013 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, im März 2014

Der Präsident des Staatsrates : **Maurice Tornay**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du compte 2013	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte des investissements	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Bilan	8
Indicateurs	9
Classification fonctionnelle	10
• Contexte	11
Economie mondiale	11
Economie suisse	11
Economie valaisanne	12
Finances publiques suisses	13
• Etablissement du compte : lignes directrices	14
• Données financières	16
Charges d'exploitation	19
Revenus d'exploitation	24
Charges et revenus financiers	28
Charges et revenus extraordinaires	29
Compte des investissements	31
Bilan	34
Actifs	34
Passifs	35
Annexe au bilan	36
• Projet de décision	37
• Annexes	38

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung der Rechnung 2013	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Bilanz	8
Kennzahlen	9
Funktionale Gliederung	10
• Umfeld	11
Weltwirtschaft	11
Schweizer Wirtschaft	11
Walliser Wirtschaft	12
Öffentliche Finanzen der Schweiz	13
• Leitlinien für die Rechnungserstellung	14
• Finanzdaten	16
Betrieblicher Aufwand	19
Betrieblicher Ertrag	24
Finanzaufwand und -ertrag	28
Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag	29
Investitionsrechnung	31
Bilanz	34
Aktiven	34
Passiven	35
Anhang zur Jahresrechnung	36
• Beschlussentwurf	37
• Anhänge	38

Résumé

Pour la première fois en 2013 depuis l'introduction du frein aux dépenses et à l'endettement en 2005, le compte de l'Etat du Valais clôture avec des résultats déficitaires. Il présente en effet un excédent de charges de 53,5 mios et une insuffisance de financement de 82,6 mios. Les exigences constitutionnelles du frein aux dépenses et à l'endettement n'étant pas respectées, l'amortissement de ces découverts devra être prévu selon les dispositions légales en vigueur.

Au centre d'une Europe encore fragilisée par les conséquences de la dernière crise financière et économique, l'économie suisse a connu une année 2013 réjouissante, soutenue notamment par les impulsions positives livrées par la consommation intérieure (privée et publique), ainsi que par les actions de stabilisation de la monnaie nationale menées par la BNS. Au niveau cantonal, la croissance observée sur l'ensemble de l'année doit avant tout son explication à la bonne tenue des secteurs d'exportation, lesquels ont plus que compensé le tassement conjoncturel observé dans les domaines de la construction et du tourisme.

Le compte 2013 du Canton du Valais présente les caractéristiques particulières suivantes :

- des recettes fiscales inférieures aux prévisions budgétaires pour 82,8 mios ou 6,6% ;
- la stabilisation des montants perçus au titre de la péréquation intercantonale, faisant suite à une période de forte croissance qu'ont connue ces revenus durant les premières années d'introduction du nouveau mécanisme de transferts financiers ;
- le maintien de l'échelle salariale au niveau 2012, au vu de l'évolution de l'indice de référence (un coût de renchérissement de 0,3% avait été prévu au budget 2013). Cet élément, additionné aux autres reliquats (délai de remplacement, postes vacants), conduit à des charges de personnel au compte 2013 en dessous du budget pour 7,9 mios ;
- un niveau d'investissement élevé, avec des dépenses brutes pour 520,0 mios et des dépenses nettes pour 201,8 mios ;
- aucune attribution aux préfinancements des dépenses, étant donné que le compte dégage un excédent de charges et une insuffisance de financement ;
- la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS) à l'exception des financements des soins de longue durée et des régimes sociaux qui se sont poursuivis selon les dispositions en vigueur en 2011 en attendant le traitement du référendum déposé ;
- les intempéries 2011 : un montant de 2,8 mios est prélevé sur le fonds de dommages non assurables pour couvrir la charge du canton liée à l'augmentation du taux de subventions pour l'aménagement des cours d'eau.

Zusammenfassung

Die Rechnung 2013 ist seit der Einführung der Ausgaben- und Schuldenbremse im Jahr 2005 die erste Rechnung des Staates Wallis, die mit einem Defizit abschliesst. Sie weist einen Aufwandüberschuss von 53,5 Mio. Franken und einen Finanzierungsfehlbetrag von 82,6 Mio. aus. Da somit die Verfassungsvorgaben der Ausgaben- und Schuldenbremse nicht eingehalten sind, muss dieses Defizit gemäss den gesetzlichen Bestimmungen abgeschrieben werden.

Trotz des fragilen europäischen Umfelds, das noch die Folgen der letzten Finanz- und Wirtschaftskrise spürt, war das Jahr 2013 für die Schweizer Wirtschaft erfreulich. Dies ist hauptsächlich auf den Konsum der privaten und öffentlichen Haushalte sowie die Massnahmen der SNB zur Stabilisierung des Frankens zurückzuführen. Das während des ganzen Jahres festgestellte Wachstum auf kantonaler Ebene ist vor allem den guten Ergebnissen bei den Exporten zu verdanken, wodurch die konjunkturelle Abschwächung im Bau- und Tourismussektor mehr als kompensiert werden konnte.

Die Rechnung 2013 des Kantons Wallis weist folgende Merkmale auf :

- Steuereinnahmen, die 82,8 Mio. oder 6.6% unter den Budgeterwartungen liegen ;
- Stabilisierung der Beträge aus dem interkantonalen Finanzausgleich, nachdem diese in den ersten Jahren nach der Einführung des neuen Finanzausgleichsystems stark zugenommen hatten ;
- keine Indexierung der Löhne angesichts der Entwicklung des Referenzindex (im Budget 2013 nahm man eine Teuerung von 0,3% an). Dieser Faktor addiert sich zu den anderen Restbeträgen (Frist bis zur Neubesetzung, offene Stellen) und führt dazu, dass die Personalkosten der Rechnung 2013 um 7,9 Mio. unter dem Budget liegen ;
- hohes Investitionsniveau mit Bruttoausgaben von 520,0 Mio. und Nettoausgaben von 201,8 Mio. ;
- keine Einlagen in Fonds für Aufwandsvorfinanzierungen angesichts des Aufwandüberschusses und Finanzierungsfehlbetrags der Rechnung ;
- Neugestaltung der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS), mit Ausnahme der Finanzierung der Langzeitpflege und der Sozialsysteme, für welche die bisherigen Bestimmungen bis zur Behandlung des Referendums in Kraft bleiben ;
- Unwetter 2011 : Dem Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden werden 2,8 Mio. entnommen, um den zusätzlichen Aufwand des Subventionsersatzes für den Wasserbau zu decken.

Structure du compte 2013

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le compte, soumis à l'approbation du Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil (art. 27 de la LGCAF).

Y sont présentés et commentés le contexte économique de l'année écoulée, les principes et méthodes comptables utilisés, les principaux résultats (compte de fonctionnement et compte des investissements) et statistiques financières, ainsi que le projet de décision.

Le compte administratif

Pour ce qui est de sa structure et de son contenu, le compte de l'Etat est soumis aux mêmes principes que ceux applicables au budget. Y sont donc présentés les éléments suivants :

- un aperçu général des résultats, des charges et revenus du compte de fonctionnement, des recettes et dépenses du compte des investissements ;
- la classification fonctionnelle des dépenses ;
- la mention des crédits supplémentaires ;
- le bilan de l'Etat au 31 décembre 2013 ;
- la situation des prêts et participations du patrimoine administratif, des titres et participations permanentes, des dettes à moyen et long terme, des financements spéciaux et préfinancements des dépenses ;
- un tableau des cautionnements et des garanties fournis par l'Etat ;
- la situation au 31 décembre 2013 des fonds spéciaux gérés, en particulier le fonds cantonal pour l'emploi ;
- un tableau synoptique des crédits d'engagements ;
- les rapports de controlling.

Les rapports de controlling sont présentés et commentés par unité organisationnelle et constituent un état des lieux de la mise en œuvre des mandats de prestations politiques approuvés dans le cadre du budget par le Grand Conseil.

Gliederung der Rechnung 2013

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften umfasst die Rechnung, die dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet (Art. 27 FHG).

In der vorliegenden Botschaft werden folgende Punkte präsentiert und kommentiert : die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen des vergangenen Jahres, die angewandten Buchhaltungsgrundsätze und -methoden, die wichtigsten Finanzergebnisse (Laufende Rechnung und Investitionsrechnung), Finanzstatistiken und der Beschlussentwurf.

Verwaltungsrechnung

Die Rechnung unterliegt bezüglich Aufbau und Inhalt denselben Richtlinien wie das Budget und beinhaltet folgende Elemente :

- eine Übersicht der Erträge und Aufwände der Laufenden Rechnung sowie der Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung ;
- die funktionelle Gliederung der Ausgaben ;
- die Nachtragskredite ;
- die Bilanz per 31. Dezember 2013 ;
- die Situation der Darlehen und Beteiligungen des Verwaltungsvermögens, der Wertschriften und Beteiligungen, der mittel- und langfristigen Schulden sowie der Spezial- und Vorfinanzierungen ;
- eine Übersicht der Bürgschaften und Garantien des Staates ;
- die Situation per 31. Dezember 2013 der Spezialfonds, insbesondere des kantonalen Beschäftigungsfonds ;
- eine Übersicht der Verpflichtungskredite ;
- die Controllingberichte.

Die Controllingberichte werden nach Organisationseinheiten gegliedert präsentiert und kommentiert. Sie geben Aufschluss über die Umsetzung der politischen Leistungsaufträge, die vom Grossen Rat im Rahmen der Budgetberatung genehmigt wurden.

Vue financière

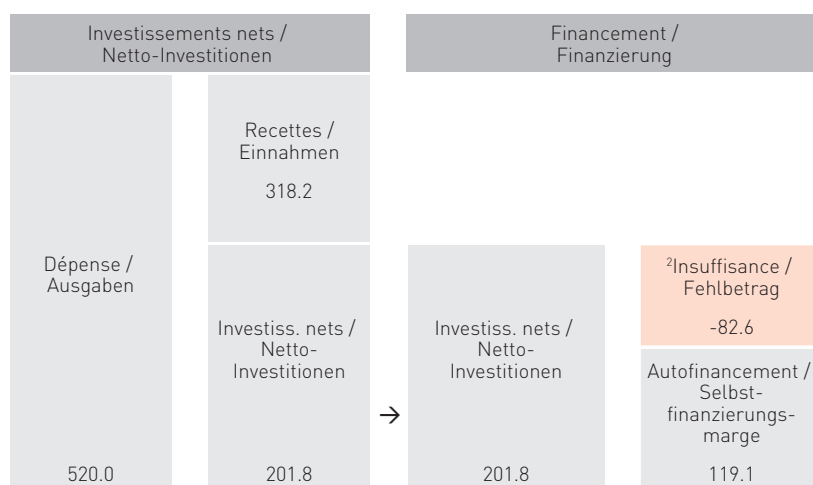
Finanzielle Sicht

Aperçu général

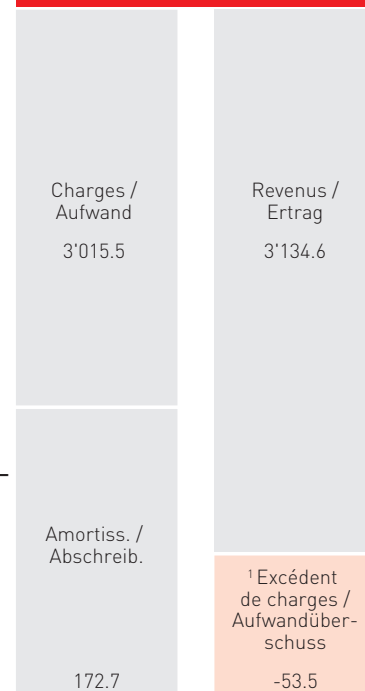
Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'120.1	3'144.6	3'134.6	-10.0	Ertrag
Crédits supplémentaires		0.6			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'144.1			Erträge gemäss ursprünglichem Budget
Charges	3'118.9	3'139.6	3'188.2	48.6	Aufwand
Crédits supplémentaires		1.6			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'138.0			Aufwände gemäss ursprünglichem Budget
Excédent de revenus (+)/charges (-)	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Ertrags- (+)/Aufwandüberschuss (-)
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	503.2	497.6	520.0	22.4	Ausgaben
Crédits supplémentaires		0.2			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		497.4			Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget
Recettes	322.1	319.9	318.2	-1.7	Einnahmen
Crédits supplémentaires		-			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		319.9			Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	180.9	171.6	172.7	1.1	Abschreibungen Verwaltungvermögen
Marge d'autofinancement	182.0	176.6	119.1	-57.5	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen
Excédent (+)/Insuffisance (-) de financement	0.9	-1.1	-82.6	-81.5	Finanzierungsüberschuss (+)/ -fehlbetrag (-)
Degré d'autofinancement	100.5%	99.4%	59.0%	-40.3%	Selbstfinanzierungsgrad

COMPTE DES INVESTISSEMENTS INVESTITIONSRECHNUNG



COMPTE DE FONCTIONNEMENT LAUFENDE RECHNUNG



¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses

² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse

² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'880.8	2'945.0	2'994.8	49.8	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	950.1	983.9	976.0	-7.9	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	231.9	227.4	228.8	1.5	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	24.7	16.4	31.5	15.1	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	142.7	147.9	163.1	15.2	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	101.2	100.7	104.6	4.0	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
35 Dédommag. à des collectivités publ.	92.7	96.8	94.7	-2.1	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'163.6	1'205.7	1'225.0	19.3	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	123.5	121.1	121.1	0.0	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	50.4	45.2	49.9	4.7	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	2'890.1	2'956.1	2'903.8	-52.3	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'210.7	1'259.2	1'176.4	-82.8	40 Steuern
41 Patentes, concessions	69.9	68.3	70.1	1.8	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	199.8	200.2	205.7	5.5	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	680.5	692.1	687.6	-4.4	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	127.7	112.0	130.9	18.9	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	449.4	461.6	458.7	-2.9	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	123.5	121.1	121.1	0.0	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéc. ¹	28.6	41.7	53.3	11.6	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	9.3	11.2	-91.0	-102.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	36.4	35.6	34.7	-0.9	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	58.5	53.2	63.3	10.2	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	22.1	17.6	28.7	11.1	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	31.4	28.7	-62.3	-91.1	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	60.4	23.7	10.6	-13.1	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amortiss. du patrimoine administratif	38.2	23.7	9.6	-14.2	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	0.4	-	1.0	1.0	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	5.0	-	-	-	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	16.8	-	-	-	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen ²
Revenus extraordinaires	30.1	-	19.4	19.4	Ausserordentlicher Ertrag
46 Subventions acquises	0.8	-	-2.5	-2.5	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	10.1	-	3.8	3.8	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinancements des dépenses ²	19.3	-	18.1	18.1	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanzierungen ²
Résultat extraordinaire	-30.2	-23.7	8.8	32.5	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

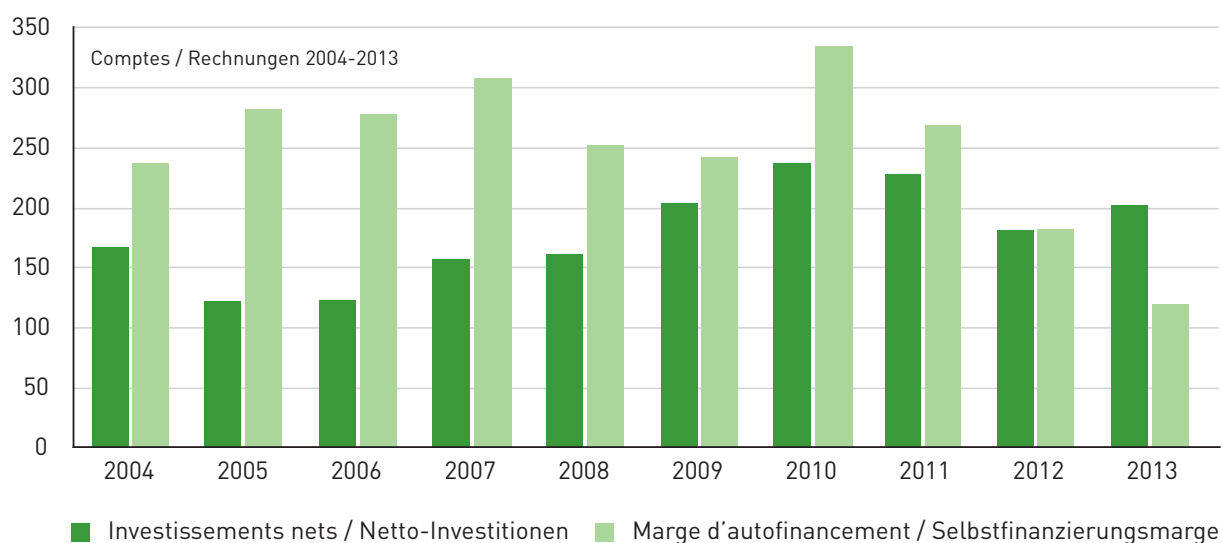
Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	96.1	95.3	114.9	19.6	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	81.8	81.3	78.5	-2.8	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	3.3	1.1	8.4	7.2	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	503.2	497.6	520.0	22.4	Ausgaben
50 Investissements propres	314.0	317.2	335.9	18.7	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	44.8	43.0	47.9	4.9	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	120.2	115.4	112.7	-2.7	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	24.2	22.0	23.5	1.5	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	322.1	319.9	318.2	-1.7	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.6	-	3.7	3.7	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.5	41.9	39.6	-2.3	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	-	-	0.0	0.0	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.6	0.2	0.5	0.3	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	255.2	255.8	251.0	-4.8	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	24.2	22.0	23.5	1.5	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



Bilan

Bilanz

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2012	31.12.2013	VARIATION VERÄNDERUNG 2012-2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Actifs				Aktiven
Patrimoine financier	1'670.1	1'646.5	-23.5	Finanzvermögen
Disponibilités	49.4	59.9	10.5	Flüssige Mittel
Avoirs	887.9	966.3	78.4	Guthaben
Placements	27.4	27.5	0.1	Anlagen
Actifs transitoires	705.4	592.8	-112.6	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'195.8	1'224.9	29.1	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	609.5	601.7	-7.8	Eigene Investitionen
Prêts et participations	469.2	473.5	4.3	Darlehen und Beteiligungen
Subventions d'investissements	117.1	149.7	32.6	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	0.8	5.7	4.9	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	2'866.7	2'877.2	10.5	Total der Aktiven
Passifs				Passiven
Engagements	2'140.5	2'225.0	84.4	Verpflichtungen
Engagements courants	721.2	782.5	61.3	Laufende Verpflichtungen
Dettes à court terme	103.4	152.2	48.8	Kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	990.2	965.9	-24.3	Mittel- und langfristige Schulden
Eng. envers des entités particulières	23.1	17.5	-5.6	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Provisions	44.1	50.2	6.2	Rückstellungen
Passifs transitoires	258.6	256.7	-1.9	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	651.6	631.2	-20.4	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	74.6	21.0	-53.5	Eigenkapital
Total des passifs	2'866.7	2'877.2	10.5	Total der Passiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2004*	COMPTE RECHNUNG 2011	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus (+) / charges (-) ¹	79.5	6.9	1.1	5.0	-53.5	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) ¹
Compte des investissements						Investitionsrechnung
Investissements bruts	454.0	532.2	503.2	497.6	520.0	Brutto-Investitionen
Investissements nets	166.6	228.0	181.1	177.8	201.8	Netto-Investitionen
Proportion des investissements ²	20.6%	17.9%	16.2%	15.7%	16.2%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	forte	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	Investitionstätigkeit
	stark	mittel	mittel	mittel	mittel	
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	236.6	268.7	182.0	176.6	119.1	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement ³	69.9	40.7	0.9	-1.1	-82.6	Finanzierungsüberschuss(+) / -fehlbetrag (-) ³
Degré d'autofinancement	142.0%	117.8%	100.5%	99.4%	59.0%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	910.7	1'238.7	1'210.7	1'259.2	1'176.4	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	635.8	773.9	772.4	816.0	743.8	Gewinn- und Kapitalsteuern
Autres impôts	83.7	147.0	135.2	151.1	140.4	Andere Steuern
	191.2	317.7	303.1	292.1	292.3	
Endettement brut	2'799.3	1'939.8	2'792.1	2'776.8	2'856.2	Bruttoverschuldung
Endettement net	315.8	-188.1	1'121.3	1'121.3	1'203.9	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	9'721	6'204	8'807	8'881	8'877	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	1'097	-602	3'537	3'578	3'742	Nettoschuld (in Franken)
Eléments macro-économiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	2.4%	1.6%	1.8%	1.8%	n.d.	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.8%	3.8%	3.5%	3.7%	4.0%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Eléments macro-économiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	2.4%	1.9%	1.0%	1.5%	2.0%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.9%	3.1%	2.9%	3.4%	3.2%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Rencherissement moyen ⁶	0.8%	0.2%	-0.7%	0.5%	-0.2%	Durchschnittliche Teuerung ⁶

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

⁴ Sources : Créa/BCVs et SECO. Le dernier compte présente des prévisions

⁵ Sources : SICT et SECO

⁶ Source : OFS

Les budgets et les comptes présentent les chiffres valables lors de leur élaboration.

* Sans la recette extraordinaire provenant de la vente des actifs libres de la BNS

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

² Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

⁴ Quellen : Créa/WKB und SECO. Für die letzte Rechnung, geschätzte Werte

⁵ Quellen : DIHA und SECO

⁶ Quelle : BFS

Die Budgets und die Rechnungen berücksichtigen die gültigen Zahlen bei ihrer Erstellung.

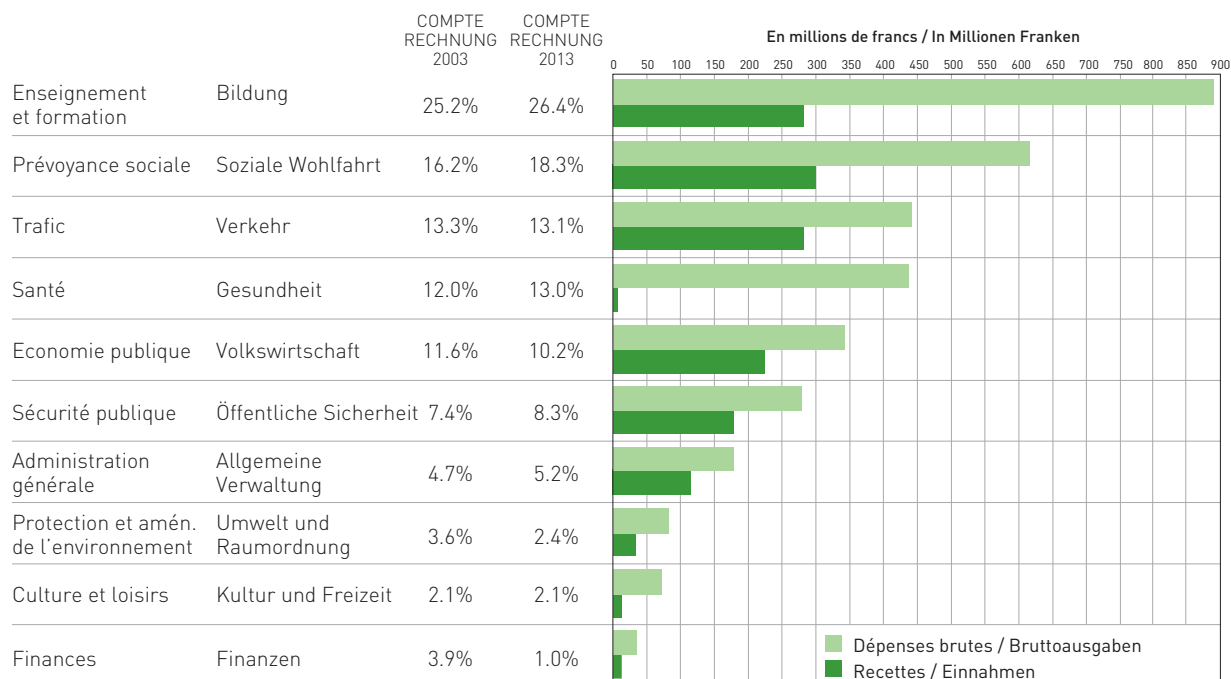
* Ohne den ausserordentlichen Ertrag aus dem Verkauf der freien Aktiven der SNB

Classification fonctionnelle

Funktionale Gliederung

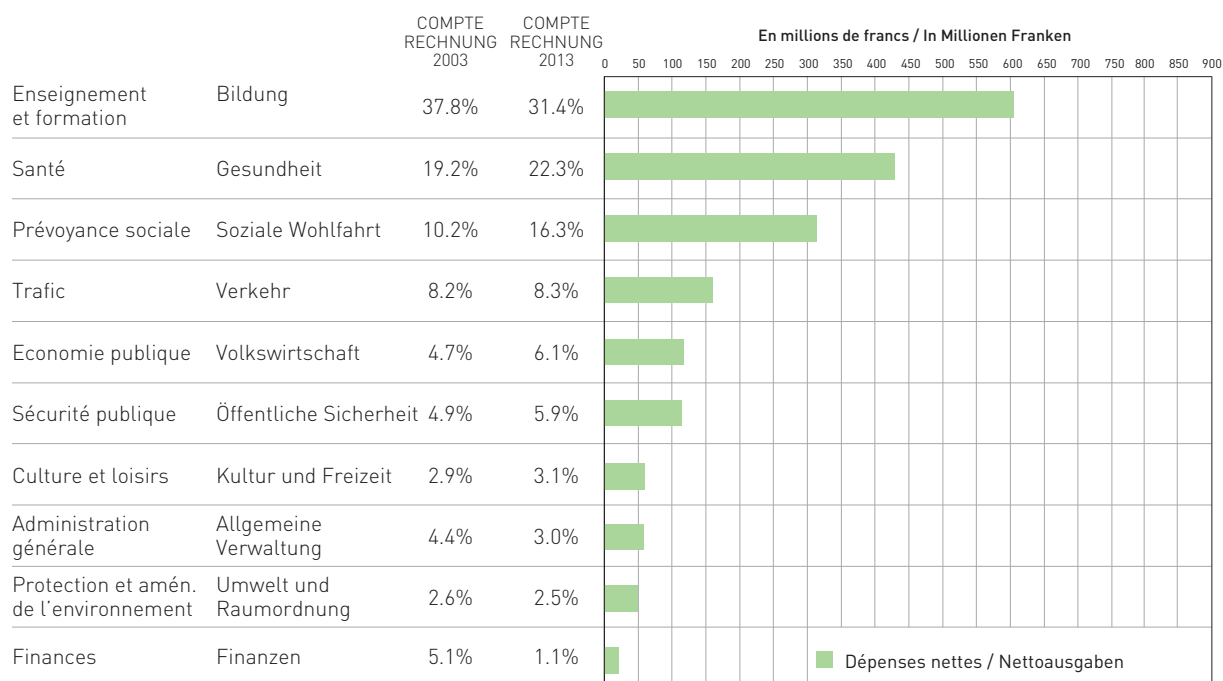
Dépenses brutes et recettes

Bruttoausgaben und Einnahmen



Dépenses nettes

Nettoausgaben



Contexte

Le compte 2013 s'inscrit dans le contexte économique ci-après.

Economie mondiale

Bien que l'économie européenne ait démontré quelques signes d'embellie en 2013, notamment dans les pays du cœur de la zone euro, la reprise observée reste modérée et fragile.

Mis sous pression par cette dynamique économique toujours modeste, le chômage est demeuré à un niveau particulièrement élevé en Europe. Dans son communiqué du 31 janvier 2014, Eurostat annonce un taux de chômage corrigé des variations saisonnières de 12,0% en décembre 2013 pour l'ensemble de la zone euro, contre 11,9% une année auparavant.

Bien que ralentie par un assainissement important des finances publiques en 2013 (réductions automatiques des dépenses et fermeture partielle des services fédéraux), l'économie américaine a poursuivi son expansion entamée dès 2009, au lendemain de la crise financière et économique. Cette croissance, estimée à 1,7% en termes réels sur l'ensemble de l'année 2013 (prévisions d'hiver du KOF), a permis une progression solide du marché de l'emploi, entraînant de fait une baisse graduelle du taux de chômage. Selon le Bureau américain des statistiques du travail, ce dernier, corrigé des variations saisonnières, s'établit à 6,7% en décembre 2013, contre 7,9% un an plus tôt.

Après une décennie de croissance forte, les pays émergents, comme la Chine, le Brésil ou encore l'Inde, marquent le pas. En effet, le durcissement progressif des conditions financières, la normalisation du prix des matières premières, mais aussi et surtout le ralentissement de la demande mondiale suite à la crise en Europe et aux Etats-Unis, sont autant de facteurs mettant sous pression l'essor des économies émergentes.

Economie suisse

Au centre d'une Europe encore fragilisée par les conséquences de la dernière crise financière et économique, la Suisse a connu une année 2013 réjouissante. Le PIB réel y a en effet progressé sur l'ensemble de l'année et devrait afficher, selon les estimations du SECO communiquées le 27 février 2014, une croissance annuelle de 2,0%. Les chiffres officiels seront publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) au courant de l'été 2014.

Tout comme en 2012, les principaux moteurs de cette évolution positive ont été la consommation privée et la consommation des administrations publiques, également soutenues en 2013 par les dépenses d'investissement dans le domaine de la construction. La faible demande extérieure, notamment de la part de l'Europe, n'a pas permis aux secteurs exportateurs de soutenir fortement la croissance en Suisse. Selon

Umfeld

Die Rechnung 2013 ist in Zusammenhang mit folgenden wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zu sehen.

Weltwirtschaft

Auch wenn es 2013 in der europäischen Wirtschaft, insbesondere in der Kernzone Europas, erste Lichtblicke gab, war der Aufschwung eher bescheiden und instabil.

Angesichts der mangelnden wirtschaftlichen Dynamik verharrte die Arbeitslosenquote in Europa auf einem besonders hohen Niveau. Gemäss Pressemitteilung von Eurostat vom 31. Januar 2014 lag die saisonbereinigte Arbeitslosenquote des gesamten Euroraums im Dezember 2013 bei 12,0% (Vorjahr: 11,9%).

Die amerikanische Wirtschaft konnte den seit dem Ende der Finanz- und Wirtschaftskrise im Jahre 2009 eingeschlagenen Expansionskurs trotz einer beachtlichen Sanierung der öffentlichen Finanzen (automatische Ausgabenkürzungen, teilweiser «Shutdown» der staatlichen Dienste) halten. Das Wirtschaftswachstum der USA, geschätzt auf 1,7% für das Jahr 2013 (Winterprognose der KOF) führte zu einer Festigung des Arbeitsmarktes und einer graduellen Senkung der Arbeitslosenquote. Laut dem amerikanischen Bureau of Labor Statistics lag die Arbeitslosenquote im Dezember 2013 bei 6,7% (saisonbereinigt) gegenüber 7,9% ein Jahr zuvor.

Nach einem Jahrzehnt starkem Wachstums kommt es in den Schwellenländern wie China, Brasilien oder Indien zu einer Konjunkturabschwächung. Die Gründe hierfür sind in den laufend verschärften Finanzbedingungen, der Normalisierung der Rohstoffpreise und vor allem in der sinkenden Nachfrage aufgrund der Krise in Europa und den USA zu suchen.

Schweizer Wirtschaft

Trotz des fragilen europäischen Umfelds, das noch die Folgen der letzten Finanz- und Wirtschaftskrise spürt, war das Jahr 2013 für die Schweiz erfreulich. Das reale Bruttoinlandsprodukt verzeichnete über das gesamte Jahr 2013 ein Wachstum, welches gemäss Schätzung des SECO vom 27. Februar 2014 bei rund 2,0% liegen dürfte. Das Bundesamt für Statistik (BFS) wird die offiziellen Zahlen im Verlaufe des Sommers 2014 veröffentlichen.

Wie schon 2012 trug vor allem der Konsum der privaten und öffentlichen Haushalte zu dieser positiven Entwicklung bei, gestützt durch die Investitionsausgaben im Bausektor. Aufgrund der schwachen Auslandsnachfrage – insbesondere aus Europa – hatte die Exportwirtschaft nur wenig Anteil an diesem Wachstum. Das reale BIP der Schweiz wuchs gemäss den Quartalschätzungen des SECO (vom

les estimations trimestrielles du SECO (du 27 février 2014), le PIB réel de la Suisse a affiché une croissance de l'ordre de 1,3% au 1^{er} trimestre 2013, de 2,7% au 2^e trimestre, de 2,1% au 3^e trimestre, et de 1,7% au 4^e trimestre (en comparaison avec le même trimestre de l'année précédente).

Malgré le redressement de la croissance économique, le chômage en Suisse a augmenté et a atteint, en moyenne sur l'ensemble de l'année 2013, 3,2% des personnes actives, soit 0,3% de plus qu'en 2012. L'ensemble des cantons romands, à l'exception de Fribourg, ont affiché un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale.

Enfin, la politique monétaire menée depuis 2011 par la Banque nationale suisse (BNS) est restée inchangée en 2013. En effet, jugeant le franc suisse toujours surévalué, la BNS a maintenu le cours plancher CHF/euro et a laissé la marge de fluctuation du Libor à trois mois à 0-0,25%. Sur l'ensemble de l'année 2013, le renchérissement moyen par rapport à 2012 a atteint -0,2% en Suisse, rassurant par là-même les craintes de pressions inflationnistes liées à la politique monétaire menée par la Banque nationale suisse.

Economie valaisanne

La croissance de l'économie valaisanne observée au cours de la deuxième moitié de l'année 2012 s'est poursuivie en 2013. Selon l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCVs), le PIB valaisan a en effet évolué en hausse de 0,6%, de 3,3%, de 1,2% et de 1,0% au cours des quatre trimestres de l'année écoulée. Si les exportations n'ont cessé de livrer des impulsions fortement positives à l'économie cantonale, le bilan des secteurs du tourisme et de la construction n'est guère aussi réjouissant. De manière générale et au regard des estimations mensuelles publiées par la BCVs, la demande touristique s'est souvent inscrite en baisse et la progression des projets de construction observée durant la deuxième moitié de l'année 2012 ne s'est pas poursuivie.

Comme l'attestent également les chiffres publiés par l'Office fédéral de la statistique le 24 février 2014, les branches d'activités liées au tourisme ont connu une année 2013 difficile en Valais. Parmi les onze régions touristiques en Suisse, seules deux ont en effet vu leur nombre de nuitées reculer en 2013. Il s'agit de la Suisse orientale (-0,3%) et du Valais (-2,5%). A contrario, après deux années en baisse, l'hôtellerie a affiché en 2013 des nuitées en augmentation de 2,5% sur l'ensemble de la Suisse.

En 2013, le taux de chômage valaisan s'est situé en moyenne à 4,0%, en hausse par rapport aux valeurs de 2012 (3,5%). Par rapport à 2011, le taux de chômage moyen a même augmenté de 0,9 point de pourcentage. Cette dégradation se retrouve également dans les valeurs au niveau national, mais à un degré moindre (+0,3% entre 2011 et 2013).

27. Februar 2014) um 1,3% im 1. Quartal 2013, um 2,7% im 2. Quartal, um 2,1% im 3. Quartal und um 1,7% im 4. Quartal (Vorjahresquartalsvergleich).

Trotz des anziehenden Wirtschaftswachstums nahm die Arbeitslosigkeit in der Schweiz zu und erreichte im Jahr 2013 eine Durchschnittsquote von 3,2% der aktiven Bevölkerung, d.h. +0,3% gegenüber 2012. Mit Ausnahme von Freiburg lagen die Arbeitslosenquoten in allen Westschweizer Kantonen über dem nationalen Durchschnitt.

In der Geldpolitik hielt die Schweizerische Nationalbank (SNB) unverändert an ihrer seit 2011 angewandten Strategie fest. Aufgrund der anhaltenden Überbewertung des Frankens beschloss die SNB, den Mindestwechsellkurs CHF/Euro und das Zielband für den Dreimonats-Libor von 0% bis 0,25% beizubehalten. Gegenüber 2012 beträgt die durchschnittliche Teuerung für das Jahr 2013 -0,2%, was die Inflationsängste im Zusammenhang mit der Geldpolitik der SNB minderte.

Walliser Wirtschaft

Ab der zweiten Jahreshälfte 2012 konnte die Walliser Wirtschaft wieder positive Wachstumsraten verzeichnen. Dieser Trend hielt auch im Jahr 2013 an. Gemäss dem Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) verzeichnete das Walliser BIP in den vier Quartalen des Jahres 2013 einen Zuwachs von 0,6%, 3,3%, 1,2% und 1,0%. Während die kantonale Exportwirtschaft immer wieder positive Impulse lieferte, waren die Ergebnisse im Tourismus und Bausektor weniger erfreulich. Allgemein geht aus den monatlichen Schätzungen der WKB ein Rückgang der touristischen Nachfrage hervor und die im zweiten Halbjahr 2012 beobachtete Zunahme der Bauprojekte fand im Jahr 2013 keine Fortsetzung.

Die vom Bundesamt für Statistik am 24. Februar 2014 ebenfalls publizierten Zahlen zeigen, dass 2013 für die tourismusabhängigen Branchen im Wallis ein schwieriges Jahr war. Von den elf Schweizer Tourismusregionen mussten nur zwei rückläufige Übernachtungszahlen in Kauf nehmen. Es handelt sich dabei um die Ostschweiz (-0,3%) und das Wallis (-2,5%). Insgesamt konnte die Schweizer Hotellerie nach zwei rückläufigen Jahren im Jahr 2013 hingegen ein Wachstum (+2,5%) verzeichnen.

Die Walliser Arbeitslosenquote betrug im Jahr 2013 durchschnittlich 4,0% und lag somit über dem Wert von 2012 (3,5%). Im Vergleich zum Jahr 2011 nahm die durchschnittliche Arbeitslosenquote gar um 0,9 Prozentpunkte zu. Eine Zunahme ist auch auf nationaler Ebene feststellbar, wenn auch nicht in gleich hohem Masse (+0,3% zwischen 2011 und 2013).

Finances publiques suisses

Le 27 février 2014, la statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF) a publié les premiers résultats pour 2012, ainsi que les prévisions jusqu'en 2015 en matière de situation financière des collectivités publiques.

Péjorées par le ralentissement conjoncturel, par la recapitalisation de plusieurs caisses de pensions cantonales et par une croissance des revenus fiscaux inférieure à celle du PIB, les finances des administrations publiques se sont approchées de l'équilibre en 2012. Selon les prévisions de l'AFF, les administrations publiques considérées dans leur ensemble devraient également clôturer l'année 2013 avec des finances tout juste équilibrées et ce, grâce notamment aux excédents dégagés par les assurances sociales, compensant les déficits que devraient afficher les cantons et les communes suisses. L'AFF n'attend pas un retour à des comptes équilibrés avant 2016 pour les cantons, respectivement 2015 pour les communes. A ce titre, plusieurs cantons ont réalisé ou planifié des programmes d'économies.

Au niveau du taux d'endettement des administrations publiques (selon les critères de Maastricht), la tendance baissière observée depuis 2004 a été interrompue en 2012, en raison notamment de la nécessité pour la Confédération de constituer des liquidités, afin de rembourser un emprunt échu début 2013, et de l'évolution du taux d'endettement constaté dans les cantons de Zürich, Berne, Valais et Genève. Cet épisode ne devrait cependant pas marquer un revirement durable et la tendance au désendettement devrait se poursuivre dès 2013.

Alors que le budget de la Confédération tablait sur un déficit de 0,4 mrd, le Conseil fédéral annonce, dans son communiqué du 12 février 2014, un excédent de financement ordinaire de l'ordre de 1,3 mrd. Cette amélioration, de près de 1,8 mrd, s'explique en premier lieu par le résultat de l'impôt anticipé, lequel dépasse de 1,1 mrd la valeur inscrite au budget, grâce notamment à des remboursements relativement faibles. Cette évolution positive permet de compenser la diminution des recettes de l'impôt fédéral direct, stagnant à un niveau similaire à l'exercice 2012, mais inférieures de 0,6 mrd aux attentes budgétaires. Grâce à des réductions dans les domaines des prestations aux assurances sociales (AVS/AI), de la défense nationale, de l'asile, et des intérêts passifs notamment, les dépenses, globalement en baisse de 1,2 mrd par rapport au budget, participent également à l'amélioration du résultat 2013 de la Confédération. Notons enfin que, par rapport à l'exercice 2012, autant les recettes que les dépenses ont augmenté de 3,2%. Après prise en considération des éléments extraordinaires, l'excédent de financement s'établit à 2,6 mrds. Il est supérieur de 1,3 mrd au solde de financement ordinaire grâce notamment à la vente d'actions Swisscom, générant un produit de 1,2 mrd.

Öffentliche Finanzen der Schweiz

Am 27. Februar 2014 publizierte die Sektion Finanzstatistik der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) die ersten Resultate des Jahres 2012 sowie die Prognosen bis ins Jahr 2015 bezüglich der Finanzen der öffentlichen Haushalte.

Die gedämpfte Wirtschaftslage, die Rekapitalisierung verschiedener kantonaler Pensionskassen und das im Vergleich zum BIP schwache Wachstum der Fiskalerträge führten zu einem knapp ausgeglichenen Ergebnis der öffentlichen Finanzen 2012. Gemäss Prognose der EFV dürften die öffentlichen Haushalte das Jahr 2013 insgesamt ebenfalls knapp ausgeglichen abschliessen, dies insbesondere dank der Überschüsse der Sozialversicherungen, welche die Defizite der Kantone und Gemeinden kompensieren. Bei den Kantonen rechnet die EFV erst 2016 wieder mit einem ausgeglichenen Ergebnis, bei den Gemeinden 2015. Mehrere Kantone haben Sparprogramme geplant oder bereits realisiert.

Die Schuldenquote der öffentlichen Haushalte (gemäss Maastricht-Kriterien) stieg 2012 erstmals seit 2004 wieder an, insbesondere weil der Bund zur Rückzahlung einer Anfang 2013 fälligen Anleihe zusätzliche Liquiditäten aufbauen musste und die Schuldenquote der Kantone Zürich, Bern, Wallis und Genf einen Zuwachs verzeichnete. Es scheint sich jedoch nur um einen vorübergehenden Trend zu handeln und schon 2013 dürften die Zeichen wieder auf Schuldenabbau stehen.

Gemäss Medienmitteilung des Bundesrates vom 12. Februar 2014 schliesst der Bund das Jahr 2013 mit einem ordentlichen Überschuss von 1,3 Mia. Franken ab, obwohl ein Defizit von 0,4 Mia. budgetiert war. Dieses um fast 1,8 Mia. bessere Ergebnis ist hauptsächlich auf die Verrechnungssteuer zurückzuführen, die 1,1 Mia. höher als budgetiert ausfiel, insbesondere wegen vergleichsweise geringen Rückerstattungen. Dadurch konnte der Rückgang der direkten Bundessteuer aufgefangen werden, welche sich zwar auf einem ähnlichen Niveau wie 2012 bewegte, jedoch 0,6 Mia. unter den Budgeterwartungen lag. Dank der Minderausgaben für die Sozialversicherungen (AHV, IV), die Landesverteidigung und den Asylbereich sowie aufgrund der tiefen Passivzinsen wurden 1,2 Mia. weniger als budgetiert ausgegeben, was ebenfalls zur Verbesserung des Ergebnisses 2013 des Bundeshaushalts beitrug. Gegenüber dem Vorjahr haben sowohl die Einnahmen als auch die Ausgaben um 3,2% zugenommen. Nach Berücksichtigung der ausserordentlichen Einnahmen beträgt der Finanzierungsüberschuss 2,6 Mia. Er ist um 1,3 Mia. höher als der ordentliche Finanzierungssaldo insbesondere wegen dem Erlös aus dem Verkauf von Swisscom-Aktion von 1,2 Mia.

Après avoir enregistré un bénéfice de l'ordre de 6 mrds en 2012, la Banque nationale suisse (BNS) a bouclé l'année 2013 sur une perte de 9,1 mrds. Ce résultat déficitaire, publié dans un communiqué du 7 mars 2014, doit essentiellement son explication à la moins-value réalisée sur le stock d'or (-15,2 mrds). Pour rappel, au compte 2013 du Canton du Valais est enregistrée la part cantonale au bénéfice de la BNS pour l'année 2012.

Etablissement du compte : lignes directrices

L'établissement du compte s'inscrit dans le contexte des dispositions et principes suivants :

La règle du frein aux dépenses et à l'endettement

Depuis l'exercice 2005, le Valais est soumis à la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte des investissements doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets.

L'art. 3 de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement rappelle les mesures prévues par l'article constitutionnel en cas de non concordance du compte avec le budget : si, contrairement au budget, le compte présente un excédent de charges et/ou une insuffisance de financement, l'amortissement de ces découverts doit être prévu au budget du deuxième exercice suivant.

Il peut être dérogé à ces principes par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue des membres, en cas de situation économique particulièrement difficile ou de catastrophe naturelle ou d'autre événement et situation présentant un caractère grave ou extraordinaire. Lorsque des exceptions sont décidées, les découverts doivent être amortis sur une durée maximale de cinq ans. En cas de gravité exceptionnelle, ce délai peut, par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue des membres, être prolongé pour une durée de deux ans.

Pour la première fois en 2013 depuis son entrée en vigueur, le compte du Canton du Valais ne respecte pas le frein aux dépenses et le frein à l'endettement. L'excédent de charges et l'insuffisance de financement devront donc être amortis au budget 2015 ou dès 2015 en cas de dérogation.

Nachdem im Jahr 2012 ein Gewinn von rund 6 Mia. Franken resultierte, musste die Schweizerische Nationalbank (SNB) im Jahr 2013 einen Verlust von 9,1 Mia. hinnehmen. Dieses Defizit ist gemäss Medienmitteilung der SNB vom 7. März 2014 grösstenteils auf einen Bewertungsverlust beim Goldbestand (-15,2 Mia.) zurückzuführen. Zur Erinnerung : Der Anteil des Kantons Wallis am SNB-Gewinn 2012 wurde in der Rechnung 2013 verbucht.

Leitlinien für die Rechnungserstellung

Bei der Erstellung der vorliegenden Rechnung wurden folgende Bestimmungen und Grundsätze berücksichtigt :

Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit Inkrafttreten des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse vom 9. Juni 2004 – d.h. seit dem Rechnungsjahr 2005 – muss aus der Rechnung des Kantons Wallis ein finanzielles Gleichgewicht resultieren. Artikel 3 Absatz 3 des Finanzhaushaltsgesetzes besagt, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr auszugleichen sind, so dass die Netto-Investitionen zu 100% gedeckt sind.

Artikel 3 des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse verweist auf die vorgesehenen Massnahmen im Artikel der Kantonsverfassung für den Fall, dass Rechnung und Budget nicht miteinander übereinstimmen. Weist die Rechnung entgegen dem Budget einen Aufwandüberschuss und/oder einen Finanzierungsfehlbetrag aus, so muss die Abschreibung dieser Defizite im Budget des nächsten Jahres vorgesehen werden.

Von dieser Regelung kann der Grosse Rat bei besonders schwieriger Wirtschaftslage, Naturkatastrophen und anderen schweren oder ausserordentlichen Ereignissen und Situationen durch einen mit absoluter Mehrheit gefassten Beschluss abweichen. In diesem Fall müssen die Defizite innert einem Zeitraum von höchstens fünf Jahren abgeschrieben werden. Ausnahmsweise kann diese Frist durch einen mit absoluter Mehrheit gefassten Beschluss des Grossen Rates um zwei Jahre verlängert werden.

In der Rechnung 2013 wurde die Ausgaben- und Schuldenbremse erstmals seit ihrer Einführung nicht eingehalten. Der Aufwandüberschuss und der Finanzierungsfehlbetrag müssen demnach im Budget 2015 abgeschrieben werden oder bei Vorliegen einer Ausnahmeregelung ab 2015.

Principes comptables

Les comptes 2013 sont présentés en conformité aux recommandations du modèle comptable harmonisé MCH, et, en particulier, aux principes comptables définis aux articles 5 et ss de la LGCAF.

Les comptes 2013 sont établis dans le but de donner une situation claire, complète et véridique de la gestion financière, du patrimoine et des dettes et suivant les principes indiqués à l'art. 5 al. 2 de la LGCAF.

Concernant l'évaluation des actifs du bilan, les biens du patrimoine administratif sont amortis selon le principe d'un autofinancement approprié à la situation économique et financière. Les biens du patrimoine financier figurent au bilan au prix d'achat ou de revient, sans amortissement et sous réserve des correctifs appropriés aux circonstances.

Les comptes débiteurs/créances de l'Etat sont évalués sur la base d'une analyse de risques spécifiques et individualisés. Sur la base de cette analyse, les valeurs des créances de l'Etat sont réévaluées et les comptes débiteurs corrigés en conséquence.

En sus des amortissements ordinaires définis à l'art. 14 al. 1 à 3, des amortissements supplémentaires doivent être effectués conformément à l'art. 14 al. 4 de la LGCAF. La décision de procéder à ces amortissements supplémentaires tient compte de la situation financière de l'Etat, de la conjoncture, des changements de dispositions légales et principes comptables, en particulier ceux qui interviendront dès le passage au nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

Buchführungsgrundsätze

Die Rechnung 2013 wurde gemäss den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells HRM und den Buchführungsgrundsätzen von Artikel 5 ff. FHG erstellt.

Sie soll eine klare, vollständige und wahrheitsgetreue Übersicht über die Führung des Finanzhaushalts, das Vermögen und die Schulden vermitteln und folgt den Grundsätzen von Artikel 5 Absatz 2 FHG.

Was die Bewertung der Bilanzaktiva angeht, wird das Verwaltungsvermögen nach dem Grundsatz einer finanz- und volkswirtschaftlich angemessenen Selbstfinanzierung abgeschrieben. Das Finanzvermögen wird ohne Abschreibungen zum Beschaffungs- oder Herstellungswert bilanziert, unter Berücksichtigung der den Umständen angemessenen Wertberichtigungen.

Die Debitoren und Forderungen des Staates werden aufgrund einer spezifischen individualisierten Risikoanalyse bewertet. Anhand dieser Analyse werden die Forderungen des Staates neu evaluiert und das Delkreder gebildet.

Neben den ordentlichen Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 1 bis 3 FHG sind zusätzliche Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 4 FHG vorzunehmen. Der Entscheid über diese zusätzlichen Abschreibungen hängt von der finanziellen Situation des Staates, der Konjunktur und allfälligen Änderungen der Gesetzgebung und der Buchführungsgrundsätze ab, insbesondere von jenen, die mit der Einführung des neuen harmonisierten Rechnungsmodells der Kantone und Gemeinden (HRM2) anfallen werden.

Données financières

Finanzdaten

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'120.1	3'144.6	3'134.6	-10.0	Ertrag
Crédits supplémentaires		0.6			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'144.1			Erträge gemäss ursprünglichem Budget
Charges	3'118.9	3'139.6	3'188.2	48.6	Aufwand
Crédits supplémentaires		1.6			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'138.0			Aufwände gemäss ursprünglichem Budget
Excédent de revenus (+) / charges (-)	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-)
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	503.2	497.6	520.0	22.4	Ausgaben
Crédits supplémentaires		0.2			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		497.4			Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget
Recettes	322.1	319.9	318.2	-1.7	Einnahmen
Crédits supplémentaires		-			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		319.9			Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	180.9	171.6	172.7	1.1	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	182.0	176.6	119.1	-57.5	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement	0.9	-1.1	-82.6	-81.5	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-)
Degré d'autofinancement	100.5%	99.4%	59.0%	-40.3%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Laufende Rechnung

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'880.8	2'945.0	2'994.8	49.8	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'890.1	2'956.1	2'903.8	-52.3	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	9.3	11.2	-91.0	-102.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	36.4	35.6	34.7	-0.9	Finanzaufwand
Revenus financiers	58.5	53.2	63.3	10.2	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	22.1	17.6	28.7	11.1	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	31.4	28.7	-62.3	-91.1	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	60.4	23.7	10.6	-13.1	Ausserordentlicher Aufwand
Revenus extraordinaires	30.1	-	19.4	19.4	Ausserordentlicher Ertrag
Résultat extraordinaire	-30.2	-23.7	8.8	32.5	Ausserordentliches Ergebnis
Résultat total du compte de résultat	1.1	5.0	-53.5	-58.5	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Le Canton du Valais boucle le compte 2013 avec un excédent de charges de 53,5 mios et une insuffisance de financement de 82,6 mios. Pour la première fois depuis son entrée en vigueur au compte 2005, l'exigence constitutionnelle et légale du frein aux dépenses et du frein à l'endettement n'est pas respectée.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,135 mrds et un total de charges de 3,188 mrds. Il clôture avec un excédent de charges de 53,5 mios. Le frein aux dépenses n'est ainsi pas respecté.

Avant prise en compte des amortissements du patrimoine administratif d'un montant de 172,7 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash-flow) de 119,1 mios.

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 520,0 mios, couvertes à hauteur de 318,2 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 201,8 mios.

La marge d'autofinancement de 119,1 mios ne permet pas de couvrir intégralement les dépenses nettes des investissements de 201,8 mios. Il en résulte une insuffisance de financement de 82,6 mios et un degré d'autofinancement de 59,0%. Le frein à l'endettement n'est ainsi pas respecté.

Le compte 2013 du Canton du Valais présente les caractéristiques particulières suivantes :

- des recettes fiscales inférieures aux prévisions budgétaires pour 82,8 mios ou 6,6% ;
- la stabilisation des montants perçus au titre de la péréquation intercantonale, faisant suite à une période de forte croissance qu'ont connue ces revenus durant les premières années d'introduction du nouveau mécanisme de transferts financiers ;
- le maintien de l'échelle salariale au niveau 2012, au vu de l'évolution de l'indice de référence (un coût de renchérissement de 0,3% avait été prévu au budget 2013). Cet élément, additionné aux autres reliquats (délai de remplacement, postes vacants), conduit à des charges de personnel au compte 2013 en dessous du budget pour 7,9 mios ;
- un niveau d'investissement élevé, avec des dépenses brutes pour 520,0 mios et des dépenses nettes pour 201,8 mios ;
- aucune attribution aux préfinancements des dépenses, étant donné que le compte dégage un excédent de charges et une insuffisance de financement ;
- la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS) à l'exception des financements des soins de longue durée et des régimes sociaux qui se sont poursuivis selon les dispositions en vigueur en 2011 en attendant le traitement du référendum déposé ;

Die Rechnung 2013 des Kantons Wallis weist einen Aufwandüberschuss von 53,5 Mio. Franken und einen Finanzierungsfehlbetrag von 82,6 Mio. aus. Die in der Verfassung und im Gesetz vorgegebene Ausgaben- und Schuldenbremse werden erstmals seit ihrer Einführung (Rechnung 2005) nicht eingehalten.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,135 Mia. Franken und einen Aufwand von 3,188 Mia. aus. Es resultiert ein Aufwandüberschuss von 53,5 Mio. Die Ausgabenbremse wird somit nicht eingehalten.

Vor Verbuchung der Abschreibungen der Verwaltungsvermögen in Höhe von 172,7 Mio. Franken beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 119,1 Mio.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 520,0 Mio. Franken und Einnahmen von 318,2 Mio. aus. Die Netto-Investitionen belaufen sich somit auf 201,8 Mio.

Die Selbstfinanzierungsmarge von 119,1 Mio. Franken erlaubt keine vollständige Deckung der Netto-Investitionen in der Höhe von 201,8 Mio. Daraus resultieren ein Finanzierungsfehlbetrag von 82,6 Mio. und ein Selbstfinanzierungsgrad von 59,0%. Die Schuldenbremse wird somit nicht eingehalten.

Die Rechnung 2013 des Kantons Wallis weist folgende Merkmale auf :

- Steuereinnahmen, die 82,8 Mio. oder 6.6% unter den Budgeterwartungen liegen ;
- Stabilisierung der Beträge aus dem interkantonalen Finanzausgleich, nachdem diese in den ersten Jahren nach der Einführung des neuen Finanzausgleichssystems stark zugenommen hatten ;
- keine Indexierung der Löhne angesichts der Entwicklung des Referenzindex (im Budget 2013 nahm man eine Teuerung von 0,3% an). Dieser Faktor addiert sich zu den anderen Restbeträgen (Frist bis zur Neubesetzung, offene Stellen) und führt dazu, dass die Personalkosten der Rechnung 2013 um 7,9 Mio. unter dem Budget liegen ;
- hohes Investitionsniveau mit Bruttoausgaben von 520,0 Mio. und Nettoausgaben von 201,8 Mio. ;
- keine Einlagen in Fonds für Aufwandsvorfinanzierungen angesichts des Aufwandüberschusses und Finanzierungsfehlbetrags der Rechnung ;
- Neugestaltung der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS), mit Ausnahme der Finanzierung der Langzeitpflege und der Sozialsysteme, für welche die bisherigen Bestimmungen bis zur Behandlung des Referendums in Kraft bleiben ;
- Unwetter 2011 : Dem Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden werden 2,8 Mio. entnommen, um den zusätzlichen Aufwand des Kantons

- les intempéries 2011 : un montant de 2,8 mio est prélevé sur le fonds de dommages non assurables pour couvrir la charge du canton liée à l'augmentation du taux de subventions pour l'aménagement des cours d'eau.

Le 14 décembre 2012, le Grand Conseil a approuvé le budget 2013 avec un excédent de revenus de 6,1 mio et un excédent de financement de 0,1 mio. Durant l'année 2013, des crédits supplémentaires ont été décidés pour 1,6 mio de charges de fonctionnement (0,6 mio de revenus) et 0,2 mio de charges d'investissement. L'insuffisance de financement de 1,1 mio qui en résulte provient du crédit supplémentaire de 1,3 mio décidé par le Grand Conseil en décembre 2013 pour le secteur d'accueil de la petite enfance. Ce crédit est destiné à couvrir les besoins supplémentaires dus à un nombre de places créées plus important que celui budgétisé. Il a été accordé compte tenu du reliquat de crédit budgétaire au sein du Département de la formation et sécurité au Service de la formation tertiaire.

Par rapport aux années précédentes, les crédits supplémentaires ont été fortement limités. Vu l'insuffisance de financement prévisible, le Conseil d'Etat a décidé le 2 mai 2013 que tout crédit supplémentaire et tout dépassement de crédit devaient être évités et, s'ils étaient indispensables, ils devaient impérativement faire l'objet d'une compensation intégrale.

in Zusammenhang mit der Erhöhung des Subventionssatzes für den Wasserbau zu decken.

Das Budget 2013 mit einem Ertragsüberschuss von 6,1 Mio. Franken und einen Finanzierungsüberschuss von 0,1 Mio. wurde vom Grossen Rat am 14. Dezember 2012 angenommen. Im Verlaufe des Jahres 2013 wurden Nachtragskredite in der Höhe von 1,6 Mio. beim Aufwand der Laufenden Rechnung (0,6 Mio. Ertrag) und von 0,2 Mio. bei den Investitionsausgaben gewährt. Der daraus resultierende Finanzierungsfehlbetrag von 1,1 Mio. ist eine Folge des im Dezember 2013 vom Grossen Rat beschlossenen Nachtragskredits von 1,3 Mio. für die Betreuungseinrichtungen für Kleinkinder. Dieser Kredit war notwendig, weil mehr Betreuungsplätze geschaffen wurden als budgetiert. Er wurde unter Berücksichtigung der Budgetrestbeträge innerhalb des Departements für Bildung und Sicherheit bei der Dienststelle für tertiäre Bildung gewährt.

Im Vergleich zu den Vorjahren kam es zu deutlich weniger Nachtragskrediten. Angesichts des sich abzeichnenden Finanzierungsfehlbetrags beschloss der Staatsrat am 2. Mai 2013, dass jegliche Nachtragskredite und Kreditüberschreitungen zu vermeiden sind und – falls sie dennoch unverzichtbar sind – vollständig kompensiert werden müssen.

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	983.9	976.0	-7.9	-0.8%	32.6%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	227.4	228.8	1.5	0.6%	7.6%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	16.4	31.5	15.1	92.1%	1.1%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	147.9	163.1	15.2	10.3%	5.4%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	100.7	104.6	4.0	3.9%	3.5%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	96.8	94.7	-2.1	-2.2%	3.2%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'205.7	1'225.0	19.3	1.6%	40.9%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	121.1	121.1	0.0	0.0%	4.0%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	45.2	49.9	4.7	10.3%	1.7%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'945.0	2'994.8	49.8	1.7%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 3,0 mrd, supérieures de 1,7% au budget (+49,8 mios).

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 3,0 Mia. Franken und liegt damit 1,7% über dem Budget (+49,8 Mio.).

Les charges d'exploitation sont constituées pour 32,6% des charges de personnel et 48,1% de subventions et dédommagements à des collectivités publiques. Par rapport au compte 2012, le poids des charges de personnel baisse de 0,4 point (33,0% en 2012) et celui des subventions augmente de 0,2 point (47,9% en 2012). En considérant les deux rubriques de manière globale, leur part est comparable aux années précédentes (80,7% en 2013, 80,9% en 2012 et 80,5% en 2011).

Der betriebliche Aufwand setzt sich zu 32,6% aus dem Personalaufwand und zu 48,1% aus den Beiträgen und Entschädigungen an Gemeinwesen zusammen. Im Vergleich zur Rechnung 2012 hat der Anteil des Personalaufwands um 0,4 Punkte abgenommen (33,0% im Jahr 2012) und jener der Beiträge um 0,2 Punkte zugenommen (47,9% im Jahr 2012). Gemeinsam betrachtet sind die Zahlen der beiden Rubriken vergleichbar mit den Vorjahren (80,7% im Jahr 2013, 80,9% im Jahr 2012 und 80,5% im Jahr 2011).

A l'exception des charges de personnel (-7,9 mios) et des dédommagements aux collectivités publiques (-2,1 mios), les charges d'exploitation sont supérieures aux prévisions budgétaires. En chiffres nominaux, le dépassement est important pour les amortissements du patrimoine financier (+15,1 mios), les amortissements du patrimoine administratif (+15,2 mios), ainsi que pour les subventions accordées (+19,3 mios).

Mit Ausnahme des Personalaufwands (-7,9 Mio. Franken) und der Entschädigungen an Gemeinwesen (-2,1 Mio.) liegt der betriebliche Aufwand über den Budgetprognosen. Nominal betrachtet betrifft dies vor allem die Abschreibungen des Finanzvermögens (+15,1 Mio.), die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens (+15,2 Mio.) und die eigenen Beiträge (+19,3 Mio.).

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 976,0 mios ce qui représente un montant inférieur de 0,8% ou 7,9 mios au budget.

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 976,0 Mio. Franken und ist damit 0,8% oder 7,9 Mio. tiefer als budgetiert.

Le principe du plein renchérissement des salaires a été retenu au budget 2013. Le coût de ce renchérissement a été estimé à 0,3% lors de son élaboration. Dans les faits, l'évolution de l'indice de référence, qui est l'indice des prix à la consommation du mois de décembre, a été négative. Consécutivement, l'échelle salariale a été maintenue au niveau 2012, ce qui représente un reliquat budgétaire de l'ordre de 2,9 mios sur les salaires et les charges sociales.

Im Budget 2013 war man von einem vollständigen Teuerungsungleich auf den Gehältern von 0,3% ausgegangen. Die Entwicklung des Konsumentenpreisindex vom Dezember, der als Leitindex gilt, war negativ. Demzufolge blieb die Lohntabelle auf dem Vorjahresniveau, was zu einem Budgetsaldo von 2,9 Mio. Franken bei den Gehältern und Sozialabgaben führt.

Le reste du reliquat budgétaire provient d'un budget trop élevé pour les écoles secondaires 2^e degré (-1,8 mio), ainsi que des postes vacants (délai de remplacement).

La répartition des charges de personnel par catégorie est présentée à l'annexe 1. Un reliquat budgétaire apparaît pour chacune des catégories (renchérissement à 0%), à l'exception du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) (+3,7 mios) et du secteur de l'enseignement tertiaire (+1,5 mio).

L'augmentation au DSSC provient du personnel d'encadrement dans le secteur des requérants d'asile (+3 mios) pour la mise en exploitation des centres de formation de Rarogne et Vouvy, ainsi que pour le renforcement de l'encadrement des nouveaux centres ouverts (arrivées +40%, présence moyennes +14%, par rapport aux prévisions budgétaires). Ces coûts sont compensés par des forfaits de la Confédération plus importants. Au total, le groupe de produits Asile, accueil et prise en charge sociale clôture avec un excédent de charges inférieur aux prévisions budgétaires (2,2 mios, -0,2 mio ou -7,4%).

Le dépassement pour l'enseignement tertiaire concerne la HES-SO Valais, suite à l'engagement de collaborateurs pour la réalisation de projets. Ce dépassement est compensé par les recettes supplémentaires des projets et ne crée pas d'excédent de charges, car les projets sont autofinancés.

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises atteignent 228,8 mios, en adéquation avec le budget (+0,6% ou +1,5 mio).

Des volumes d'activité supérieurs aux prévisions budgétaires génèrent des dépassements, notamment dans le secteur des requérants d'asile (+5,4 mios / 29,9%), le coût du service hivernal (+2,0 mios / 20,1%), l'ordre judiciaire (+0,8 mio / 17,3%) et l'application des peines et mesures (+0,7 mio / 13,8%). Les soldes budgétaires dans les autres domaines ont permis de contenir les biens, services et marchandises au niveau du budget et en dessous du compte 2012 (231,9 mios). A noter que les coûts supplémentaires du secteur de l'asile sont compensés par les forfaits de la Confédération.

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier se montent à 31,5 mios, supérieurs de 15,1 mios ou 92,1% au budget.

Les amortissements du patrimoine financier comprennent :

- 25,9 mios de pertes sur créances, dont 17,7 mios de créances fiscales (+4,7 mios par rapport au budget), 4,2 mios d'abandon de créances LIM et 1,9 mio de pertes sur créances judiciaires ;
- 4,9 mios de dotations aux provisions pour risques de pertes sur débiteurs (+4,1 mios) ;

Der Restbetrag erklärt sich durch den zu hoch budgetierten Personalaufwand im Bereich der Schulen der Sekundarstufe II (-1,8 Mio. Franken) und durch vakante Posten (Frist bis zur Neubesetzung).

Die Aufteilung des Personalaufwands nach Kategorie findet sich in Anhang 1. In jeder Kategorie gibt es einen Budgetsaldo (aufgrund der Nullteuerung), ausser beim Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK) (+3,7 Mio. Franken gegenüber Budget) und bei der tertiären Bildung (+1,5 Mio. gegenüber Budget).

Grund für die Zunahme beim DGSK ist das Betreuungspersonal im Asylbereich (+3 Mio. Franken) für die Inbetriebnahme der Ausbildungszentren in Raron und Vouvy und die Verstärkung der Betreuung in den neuen Zentren (Neuankömmlinge: +40%, durchschnittliche Aufenthaltsdauer: +14% gegenüber Budgetprognose). Diese Kosten werden durch höhere Pauschalen des Bundes kompensiert. Über das Ganze betrachtet schliesst die Produktegruppe Asyl (Aufnahme und soziale Betreuung) mit einem Aufwandüberschuss der tiefer ausfällt, als im Budget vorgesehen (2,2 Mio, -0,2 Mio. oder -7,4 %).

Die Überschreitung bei der tertiären Bildung ist zurückzuführen auf zusätzliche Mitarbeiter bei der HES-SO Wallis für die Umsetzung verschiedener Projekte, welche durch zusätzliche Projekteinnahmen kompensiert werden und keinen Aufwandüberschuss generieren, da die Projekte selbstfinanziert sind.

Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 228,8 Mio. Franken, was ungefähr dem Budget entspricht (+0,6% oder +1,5 Mio.).

In einigen Bereichen war die Aktivität grösser als geplant, weshalb es hier zu Budgetüberschreitungen kam, namentlich im Asylbereich (+5,4 Mio. Franken / 29,9%), beim Winterdienst (+2,0 Mio. / 20,1%), bei der Justiz (+0,8 Mio. / 17,3%) und im Straf- und Massnahmenvollzug (+0,7 Mio. / 13,8%). Dank der Saldi in den anderen Bereichen bewegt sich der Sachaufwand jedoch insgesamt im Budgetrahmen und ist weniger hoch als in der Rechnung 2012 (231,9 Mio.). Es gilt zu beachten, dass die Mehrkosten im Asylbereich durch die Bundespauschalen kompensiert werden.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens belaufen sich auf 31,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 15,1 Mio. oder 92,1% entspricht.

Die Abschreibungen des Finanzvermögens umfassen :

- 25,9 Mio. Debitorenverluste, davon 17,7 Mio. Steuerverforderungen (+4,7 Mio. gegenüber Budget), 4,2 Mio. Forderungsverzichte bei den IHG-Krediten und 1,9 Mio. Verluste bei den Forderungen für Rechtspflege ;
- 4,9 Mio. Erhöhung des Delkredere für unsichere Debitoren (+4,1 Mio.) ;

- 0,3 mio d'amortissement du patrimoine financier ;
- 0,3 mio de diminution de stocks.

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif, qui s'élèvent à 163,1 mios, sont supérieurs de 15,2 mios aux prévisions budgétaires.

Il s'agit des amortissements ordinaires, calculés selon une pratique constante, basée sur les recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisé (MCH – voir annexe 2). Ils correspondent en moyenne pondérée à 17,7% de la valeur résiduelle à amortir.

Le dépassement provient de l'amortissement à 100% de la part financée par le fonds de la formation professionnelle pour le nouveau complexe scolaire Ste Ursule acquis en 2013.

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 104,6 mios, supérieures de 4,0 mios ou 3,9% au budget.

La ristourne aux communes des deux tiers des recettes d'impôts sur les gains immobiliers, ainsi que sur les successions et donations de 42,8 mios est supérieure de 2,8 mios aux prévisions budgétaires. Elle suit l'évolution des recettes d'impôts.

Les parts et contributions sans affectation comprennent également la compensation des cas de rigueur de la péréquation intercantonale de 4,5 mios (-0,1 mio par rapport au budget), et les versements aux communes de la péréquation intercommunale de 56,2 mios (+1,2 mio par rapport au budget).

En ce qui concerne la péréquation intercommunale, les montants distribués aux communes passent de 53,7 mios au compte 2012 à 56,2 mios au compte 2013. 36,7 mios sont versés au titre de la péréquation des ressources financée conjointement par les communes et le canton. 16,5 mios sont versés pour la compensation des charges financée intégralement par le canton et 6,6 mios pour les cas de rigueur, financés par le fonds de péréquation. La part à charge du canton se monte au total à 31,2 mios.

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques atteignent 94,7 mios, 2,1 mios ou 2,2% en dessous du budget.

Les dédommagements sont principalement versés à d'autres cantons (89,4 mios, -2,6 mios ou -2,8% par rapport au budget) avec, notamment :

- 43,1 mios pour les HES ;
- 36,1 mios pour les universités ;
- 8,1 mios pour la formation professionnelle ;
- 1,0 mio pour la détention et les mesures hors canton.

- 0,3 Mio. Abschreibungen auf dem Finanzvermögen ;
- 0,3 Mio. Abnahme der Lagerbestände.

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 163,1 Mio. Franken und sind im Vergleich zum Budget um 15,2 Mio. höher ausgefallen.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten und im gewichteten Durchschnitt 17,7% des abzuschreibenden Restbuchwerts entsprechen (HRM – siehe Anhang 2).

Die Überschreitung ist auf die vollständige Abschreibung des über den Berufsbildungsfonds finanzierten Anteils für den neuen Schulkomplex St. Ursula zurückzuführen, der im Jahr 2013 erworben wurde.

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 104,6 Mio. Franken und liegen um 4,0 Mio. oder 3,9% über dem Budget.

Die Rückerstattung von zwei Dritteln der Liegenschaftsgewinnsteuern sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuern an die Gemeinden war mit 42,8 Mio. Franken um 2,8 Mio. höher als budgetiert und entspricht der Entwicklung der Steuereinnahmen.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten ebenfalls die Zahlungen von 4,5 Mio. Franken (-0,1 Mio. gegenüber Budget) in den Härteausgleichsfonds des interkantonalen Finanzausgleichs sowie die Zahlungen an die Gemeinden in der Höhe von 56,2 Mio. (+1,2 Mio. gegenüber Budget) im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs.

Die interkommunalen Finanzausgleichszahlungen an die Gemeinden steigen von 53,7 Mio. Franken in der Rechnung 2012 auf 56,2 Mio. in der Rechnung 2013. Kanton und Gemeinden zahlen zusammen 36,7 Mio. für den Ressourcenausgleich. Der Lastenausgleich, der vollständig vom Kanton finanziert wird, schlägt mit 16,5 Mio. zu Buche. Die 6,6 Mio. für Härtefälle werden über den Ausgleichsfonds finanziert. Der Kantonsanteil beläuft sich insgesamt auf 31,2 Mio.

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 94,7 Mio. Franken und sind somit um 2,1 Mio. oder 2,2% tiefer als budgetiert.

Die Entschädigungen werden hauptsächlich an andere Kantone entrichtet (89,4 Mio. Franken, d.h. -2,6 Mio. oder -2,8% gegenüber dem Budget), nämlich :

- 43,1 Mio. für die FH ;
- 36,1 Mio. für die Universitäten ;
- 8,1 Mio. für die Berufsbildung ;
- 1,0 Mio. für Haftanstalten und Massnahmen ausserhalb des Kantons.

L'écart par rapport au budget de 2,1 mios provient essentiellement du solde définitif 2012 des contributions à la HES-SO (-1,8 mio).

Subventions accordées

L'Etat du Valais a accordé 1,2 mrd de subventions sans caractère d'investissement, soit 19,3 mios ou 1,6% de plus que les prévisions budgétaires.

A l'instar du compte 2012, les subventions accordées en 2013 prennent en compte la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS), à l'exception du financement des soins de longue durée, pour lequel le décret concernant le financement des soins de longue durée du 5 mai 2010 reste en vigueur dans l'attente du traitement du référendum déposé en décembre 2011.

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

Le dépassement budgétaire provient principalement de la prévoyance sociale (+21,9 mios / 7,7%), avec un dépassement de 18,5 mios (+11,9%) des subventions de l'action sociale. Dans ce secteur, ce sont particulièrement les subventions accordées aux personnes à l'aide sociale qui s'écartent des prévisions budgétaires avec un dépassement de 15 mios. Par rapport au compte 2012, les subventions de l'action sociale s'accroissent de 5,2%. Les assurances sociales connaissent également un dépassement budgétaire (+3,6 mios / 3,9%). Ce dépassement est dû à l'augmentation du nombre de dossiers et à des montants moyens de prestations complémentaires AVS/AI supérieurs aux prévisions.

Les autres domaines sont majoritairement en dessous des prévisions budgétaires. L'ensemble des subventions accordées (y compris les subventions extraordinaires de 1,0 mio) représentent toutefois un accroissement de charges pour le canton de 62,0 mios ou 5,3% par rapport au compte 2012.

Le compte 2013 comprend 14,4 mios d'aides financières pour la fusion des communes de Birgisch-Mund-Naters, Turtmann-Unterems, Loèche-Erschmatt, Sion-Salins et Mex-St-Maurice. En enlevant l'influence de ces charges uniques intégralement financées par un prélèvement sur le fonds de financement spécial, l'évolution par rapport au compte 2012, est de 47,9 mios ou 4,1%.

En chiffres nominaux, les évolutions les plus importantes par rapport au compte précédent concernent la santé (+23,2 mios / 3,9%), la prévoyance sociale (+12,5 mios / 4,3%) et l'enseignement et formation (+8,7 mios / 7,5%).

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 121,1 mios, en parfaite ligne avec le budget. Un montant correspondant figure dans les recettes.

Die Differenz zum Budget (-2,1 Mio. Franken) ist hauptsächlich auf die definitiven Beiträge 2012 an die HES-SO zurückzuführen (-1,8 Mio.).

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis hat Beiträge ohne Investitionscharakter in Höhe von 1,2 Mia. Franken ausbezahlt. Dieser Betrag ist um 19,3 Mio. oder um 1,6% höher als budgetiert.

Bei den eigenen Beiträgen 2013 wurde – wir bereits in der Rechnung 2012 – die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) berücksichtigt, mit Ausnahme der Finanzierung der Langzeitpflege, für die das Dekret über die Finanzierung der Langzeitpflege vom 5. Mai 2010 bis zur Behandlung des im Dezember 2011 ergriffenen Referendums in Kraft bleibt.

Die Aufteilung der eigenen Beiträge nach Bereichen findet sich in Anhang 3.

Die Budgetüberschreitung ist hauptsächlich auf die Sozialfürsorge zurückzuführen (+21,9 Mio. Franken / 7,7%), wobei die Subventionen für die Sozialhilfe 18,5 Mio. über dem Budget lagen (+11,9%). Vor allem die den Sozialhilfeempfängern gewährten Beträge weichen vom Budget ab, nämlich um 15 Mio. Gegenüber der Rechnung 2012 nahmen die Subventionen für die Sozialhilfe um 5,2% zu. Auch bei den Sozialversicherungen kam es zu einer Budgetüberschreitung (+3,6 Mio. / 3,9%), weil die Anzahl und die durchschnittliche Höhe der Ergänzungsleistungen AHV/IV höher als budgetiert ausgefallen sind.

In den anderen Bereichen liegt der Aufwand mehrheitlich unter den Budgetwerten. Insgesamt (inkl. den ausserordentlichen Beiträgen von 1 Mio.) resultiert für den Kanton trotzdem eine Zunahme der eigenen Beiträge gegenüber der Rechnung 2012 um 62,0 Mio. Franken oder 5,3%.

Die Rechnung 2013 umfasst 14,4 Mio. Franken Finanzhilfen für die Fusionen der Gemeinden Birgisch-Mund-Naters, Turtmann-Unterems, Leuk-Erschmatt, Sitten-Salins und Mex-St-Maurice. Lässt man diese einmaligen Aufwände, die vollständig über eine Entnahme aus dem Spezialfinanzierungsfonds finanziert werden, ausser Acht, beläuft sich die Zunahme gegenüber der Rechnung 2012 auf 47,9 Mio. oder 4,1%.

Nominal betrachtet kam es gegenüber der Rechnung 2012 besonders in folgenden Bereichen zu einer Zunahme: Gesundheit (+23,2 Mio. Franken / 3,9%), Sozialfürsorge (+12,5 Mio. / 4,3%), Unterricht und Bildung (+8,7 Mio. / 7,5%).

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge betragen 121,1 Mio. Franken und entsprechen damit genau dem Budget. Sie sind durch Einnahmen in selber Höhe gedeckt.

Près de 90% de ces subventions concernent les paiements directs à l'agriculture (107,5 mios, -0,9 mio par rapport au budget).

Attributions aux financements spéciaux

Les attributions ordinaires aux financements spéciaux de 49,9 mios sont supérieures de 4,7 mios aux prévisions budgétaires. Elles sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

L'évolution nette (attributions moins prélèvements) des financements spéciaux ordinaires est présentée à l'annexe 4, conjointement avec les attributions et prélèvements extraordinaires.

Pour l'année 2013, l'évolution globale des fonds conduit à une diminution de 25,3 mios des moyens réservés. A la fin de l'année 2013, l'ensemble des fonds des financements spéciaux (actif et passif) se montent à 625,5 mios.

Les principaux écarts dans l'évolution des fonds par rapport au budget sont les suivants (voir annexe 4) :

- Enseignement et formation (-13,3 mios) : le fonds de la formation professionnelle est constitué des forfaits de la Confédération. Il contribue au financement de l'entretien et des investissements des bâtiments affectés à la formation professionnelle. L'écart par rapport au budget provient du prélèvement de 14,0 mios dans le cadre de l'achat du complexe scolaire de Ste-Ursule à Brigue, acquisition décidée par le Grand Conseil le 15 février 2013, qui n'était pas prévue lors de l'élaboration du budget ;
- Finances (+1,9 mio) : en application de la décision du Grand Conseil du 14 septembre 2012, un compte de financement spécial au sens de l'art. 9 de la LGCAF enregistre l'excédent de revenus ou de charges annuel de la redevance sur les poids lourds. L'évolution de ce fonds est présentée dans l'annexe 7. En 2013, ce fonds diminue de 4,4 mios pour s'établir à 7,6 mios à la fin de l'exercice ;
- Aménagement et environnement (-1,9 mio) : la nouvelle teneur de l'art. 69 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques, modifiée dans le cadre du projet nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS), n'avait pas été prise en compte lors de l'élaboration du budget pour déterminer les attributions au fonds d'entretien des cours d'eau et au fonds de dommages non assurables. En outre, deux prélèvements ont été faits sur le fonds de dommages non assurables : l'un de 2,8 mios pour les intempéries 2011 dans le but de couvrir la charge du canton liée à l'augmentation du taux de subventions pour l'aménagement des cours d'eau et l'autre de 0,8 mio pour les coûts restants de l'incendie de Viège ;
- Fonds de préfinancement des dépenses (-18,1 mios) : l'écart budgétaire est en relation avec les revenus extraordinaires qui font l'objet de commentaires dans le chapitre relatif aux charges et revenus extraordinaires.

Fast 90% dieser Beiträge betreffen die Direktzahlungen für die Landwirtschaft (107,5 Mio., -0,9 Mio. gegenüber Budget).

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die ordentlichen Einlagen in Spezialfinanzierungen belaufen sich auf 49,9 Mio. Franken und sind somit 4,7 Mio. höher als budgetiert. Sie werden unter Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die gemäss Art. 9 FHG für den jeweiligen Fonds gelten.

Die Netto-Veränderungen der ordentlichen Spezialfinanzierungen (Einlagen minus Entnahmen) sind in Anhang 4 zusammen mit den ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen zu finden.

Insgesamt nahmen die Guthaben der Fonds (Aktiv und Passiv) im Jahr 2013 um 25,3 Mio. Franken ab. Sie betragen Ende 2013 noch 625,5 Mio.

Nachstehend die wichtigsten Abweichungen bei den Fonds gegenüber dem Budget (siehe Anhang 4) :

- Unterricht und Bildung (-13,3 Mio. Franken) : Der Berufsbildungsfonds wird aus Bundespauschalen gespeist und trägt zur Finanzierung des Unterhalts und der Investitionen für die Gebäude der Berufsausbildung bei. Die Abweichung gegenüber dem Budget ist durch die Entnahme von 14,0 Mio. für den Erwerb des Schulkomplexes St. Ursula in Brig bedingt. Dies infolge des Grossratsentscheids vom 15. Februar 2013, der bei der Ausarbeitung des Budgets noch nicht vorgesehen war ;
- Finances (+1,9 Mio. Franken) : Gemäss Grossratsbeschluss vom 14. September 2012 wurde ein Spezialfinanzierungskonto gemäss Art. 9 FHG geschaffen. Die Ertrags- und Aufwandüberschüsse der LSVA werden darüber verbucht. Die Entwicklung dieses Fonds geht aus Anhang 7 hervor. Im Jahr 2013 nahmen die Bestände des LSVA-Fonds um 4,4 Mio. ab und betragen per Jahresende 7,6 Mio. ;
- Raumplanung und Umwelt (-1,9 Mio. Franken) : Der neue Wortlaut von Art. 69 des Gesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte, der im Rahmen der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) geändert wurde, ist bei der Budgetierung nicht berücksichtigt worden. Dies betrifft die Einlagen in den Fonds für den Gewässerunterhalt und in den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden. Bei Letzterem kam es zu zwei Entnahmen : 2,8 Mio. für die Unwetter 2011, um den Aufwand des Kantons in Zusammenhang mit der Erhöhung des Subventionssatzes für den Wasserbau abzudecken, und 0,8 Mio. für die Restkosten im Zusammenhang mit dem Brand von Visp ;
- Fonds zur Aufwandsvorfinanzierung (-18,1 Mio. Franken) : Die Differenz zum Budget steht im Zusammenhang mit ausserordentlichen Entnahmen, die im Kapitel über den ausserordentlichen Aufwand und Ertrag kommentiert werden.

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'259.2	1'176.4	-82.8	-6.6%	40.5%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	68.3	70.1	1.8	2.6%	2.4%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	200.2	205.7	5.5	2.8%	7.1%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	692.1	687.6	-4.4	-0.6%	23.7%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	112.0	130.9	18.9	16.9%	4.5%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	461.6	458.7	-2.9	-0.6%	15.8%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	121.1	121.1	0.0	0.0%	4.2%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	41.7	53.3	11.6	27.8%	1.8%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'956.1	2'903.8	-52.3	-1.8%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,9 mrd, inférieurs de 52,3 mios ou 1,8% au budget.

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 2,9 Mia. Franken und ist um 52,3 Mio. oder 1,8% tiefer ausgefallen als budgetiert.

Cet écart s'explique essentiellement par les recettes d'impôts, lesquelles s'avèrent largement inférieures aux prévisions budgétaires (-82,8 mios). Cette orientation à la baisse est accentuée, dans une moindre mesure, par les parts à des recettes et contributions sans affectation (-4,4 mios) et les subventions acquises (-2,9 mios). A contrario, les dédommagements de collectivités publiques (+18,9 mios), les prélèvements sur financements spéciaux (+11,6) et les contributions (+5,5 mios) affichent des résultats supérieurs au budget, sans permettre toutefois de compenser la diminution observée au niveau des impôts.

Diese Abweichung ist vor allem auf die Steuereinnahmen zurückzuführen, die weit unter dem Budget liegen (-82,8 Mio. Franken). Diese Abnahme wird in geringerem Ausmass verstärkt durch den Rückgang der Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (-4,4 Mio.) und der Beiträge für die eigene Rechnung (-2,9 Mio.). Dagegen nehmen die Rückerstattungen von Gemeinwesen (+18,9 Mio.), die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (+11,6 Mio.) und die Entgelte (+5,5 Mio.) gegenüber dem Budget zu. Die Abnahme bei den Steuern kann dadurch dennoch nicht ausgeglichen werden.

Les principales raisons de ces variations sont présentées en détail ci-après.

Die wesentlichen Gründe für diese Abweichungen werden nachfolgend aufgeführt.

Impôts

Pour la deuxième année consécutive, les recettes d'impôts sont inférieures aux montants escomptés lors de l'établissement du budget. En effet, celles-ci s'élèvent en 2013 à 1,18 mrd, soit 82,8 mios ou 6,6% de moins qu'au budget (voir annexe 5).

Steuern

Die Steuereinnahmen fallen zum zweiten Mal in Folge tiefer aus als budgetiert. 2013 belaufen sie sich auf 1,18 Mia. Franken, was gegenüber dem Budget einer Abnahme um 82,8 Mio. oder um 6,6% entspricht (siehe Anhang 5).

La diminution des impôts provient à la fois des impôts sur le revenu et la fortune (-72,2 mios / -8,9%), des impôts sur le bénéfice et le capital (-10,7 mios / -7,1%), ainsi que des droits de mutation et de timbre (-11,0 mios / -15,5%). Les impôts sur le revenu et la fortune sont aussi en régression par rapport au compte 2012 pour 28,7 mios ou 3,7%.

Die Abnahme bei den Steuern im Vergleich zum Budget ist vor allem auf die Einkommens- und Vermögenssteuern (-72,2 Mio. Franken oder -8,9%), die Gewinn- und Kapitalsteuern (-10,7 Mio. oder -7,1%) sowie die Vermögensverkehrssteuern (-11,0 Mio. oder -15,5%) zurückzuführen. Gegenüber der Rechnung 2012 nehmen die Einkommens- und Vermögenssteuern ebenfalls ab, und zwar um 28,7 Mio. oder 3,7%.

En ce qui concerne les deux premiers types d'impôts, la différence observée ne s'explique pas directement par l'évolution de la conjoncture économique en 2013, laquelle a été plutôt réjouissante. Néanmoins, la croissance du PIB s'est avérée inférieure aux hypothèses émises lors du budget. Additionné à une arrivée de nouveaux contribuables moindre, ce facteur contribue ainsi à la révision à la baisse de ces deux types d'impôts, lesquels représentent conjointement plus de 75% du total des recettes d'impôts.

La baisse des recettes fiscales est aussi à mettre en lien avec la politique incitative voulue, tant au niveau fédéral que cantonal, qui a permis aux contribuables de bénéficier de déductions importantes. Les contribuables ont aussi davantage investi dans les frais d'entretien et de rénovation, les économies d'énergie et l'épargne pour la prévoyance (2^e et 3^e pilier). L'assiette fiscale a ainsi connu une croissance plus faible que les revenus. Alors que les revenus progressent de 6% de 2008 à 2011, le revenu net imposable ne s'accroît que de 1,5% dans la même période.

La diminution des droits de mutation et de timbre s'explique quant à elle par la baisse générale des prix de vente sur l'ensemble du territoire en 2013 et par l'entrée en vigueur de la loi sur les droits de mutation (LDM).

Au niveau des écarts positifs se retrouvent notamment les impôts fonciers (+3,8 mio ou 23,6%), les impôts sur les gains en capital (+3,1 mio ou 6,9%) et les impôts sur les forces hydrauliques (+3,0 mio ou 3,6%). Leur évolution ne permet toutefois pas de compenser les baisses substantielles énoncées ci-avant.

Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 70,1 mio, supérieures de 1,8 mio ou 2,6% par rapport au budget.

La part cantonale au bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) est globalement conforme aux attentes budgétaires. Ce revenu, d'un montant de 26,5 mio au compte 2013 (+0,4 mio / 1,3% par rapport au budget), découle de la convention du 21 novembre 2011 signée entre le Département fédéral des finances (DFF) et la BNS. Cette dernière prévoit la distribution d'un montant de 1 mrd à la Confédération (1/3) et aux cantons (2/3) aussi longtemps que la réserve pour distributions futures ne devient pas négative après affectation du bénéfice.

L'écart budgétaire provient essentiellement de la part du canton aux bénéfices de la Loterie Romande, laquelle s'est avérée supérieure de 1,0 mio aux prévisions budgétaires, pour atteindre 28,0 mio. A noter

Die Abnahme bei den ersten beiden Steuerarten hat keinen direkten Zusammenhang mit der Wirtschaftslage, die 2013 eher erfreulich war. Dennoch liegt das BIP-Wachstum unter den Erwartungen des Budgets. Dass weniger neue Steuerpflichtige als angenommen zu verzeichnen sind, trägt ebenfalls zur Abnahme der beiden Steuerarten bei, die zusammen mehr als 75% der Steuereinnahmen ausmachen.

Der Rückgang der Steuereinnahmen ist auch in Verbindung mit der gewünschten Anreizpolitik sowohl auf Bundes-, als auch auf kantonaler Ebene, zu setzen. Dies erlaubte es den Steuerzahlern, von beträchtlichen Abzügen zu profitieren. Die Steuerzahler haben auch in die Renovierungs- und Unterhaltskosten, die Energiesparmassnahmen und die Vorsorgeersparnisse (2. und 3. Säule) investiert und einbezahlt. Das Steuersubstrat hat dadurch ein schwächeres Wachstum gekannt als die Einkommen. Während die Einkommen von 2008 bis 2011 um 6% zunehmen, steigen die steuerbaren Nettoeinkommen nur um 1,5 % während derselben Periode.

Die Abnahme bei den Vermögensverkehrssteuern ist auf die allgemein tieferen Verkaufspreise 2013 im gesamten Kanton und durch das Inkrafttreten des Gesetzes über die Handänderungssteuer zurückzuführen (HG).

Die Zunahmen betreffen hauptsächlich die Grundstücksteuern (+3,8 Mio. Franken oder 23,6%), die Vermögensgewinnsteuern (+3,1 Mio. oder 6,9%) und die Steuern auf Wasserkraft (+3,0 Mio. oder 3,6%). Die oben erwähnten beträchtlichen Abnahmen können dadurch dennoch nicht ausgeglichen werden.

Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 70,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 1,8 Mio. oder 2,6% entspricht.

Der Kantonsanteil am Reingewinn der Nationalbank (SNB) stimmt im Grossen und Ganzen mit dem Budget überein. In der Rechnung 2013 beläuft sich diese Einnahme auf 26,5 Mio. Franken (+0,4 Mio. oder 1,3% gegenüber dem Budget) und geht aus der Vereinbarung vom 21. November 2011 zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) und der SNB hervor. Die Vereinbarung sieht vor, dass ein Betrag von 1 Mia. Franken an den Bund (1/3) und die Kantone (2/3) überwiesen wird, sofern nach Gewinnausschüttung eine positive Ausschüttungsreserve resultiert.

Die Abweichung vom Budget hängt hauptsächlich mit dem Kantonsanteil an den Gewinnen der Loterie Romande zusammen, der um 1,0 Mio. Franken höher liegt als budgetiert und sich auf 28,0 Mio. beläuft. Der

que la part non utilisée de cette recette de 1,9 mio a été affectée au fonds de financement spécial en vue d'une utilisation ultérieure.

Enfin, atteignant 7,2 mios, les redevances du Rhône affichent une progression de 0,5 mio et justifient le solde de l'écart budgétaire.

Contributions

Les contributions atteignent 205,7 mios. Elles sont supérieures de 5,5 mios ou 2,8% au budget.

Ces recettes se répartissent en 80,5 mios d'émoluments, 48,1 mios de dédommagements de tiers, 31,2 mios de redevances et autres contributions, 14,6 mios d'amendes, 10,3 mios de ventes, 10,0 mios d'écolages, 5,3 mios de prestations internes d'investissement, 4,2 mios de contributions de remplacement et 1,6 mio de taxes d'hébergement.

Les recettes supplémentaires proviennent essentiellement des dédommagements de tiers (+6,0 mios). Cette progression se retrouve notamment aux Offices des poursuites et faillites (+1,4 mio), au Service des routes, transports et cours d'eau (+1,5 mio), ainsi qu'au Service cantonal des contributions (+1,1 mio).

Parts à des recettes / contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 687,6 mios, inférieures de 4,4 mios ou 0,6% au budget. Représentant près de 24% des revenus d'exploitation, ces recettes constituent la deuxième source de revenus la plus importante après les impôts pour le Canton du Valais.

Les recettes provenant de la péréquation intercantonale (péréquation des ressources et compensation des charges géo-topographiques) s'élèvent au total à 529,4 mios et sont en ligne avec les valeurs inscrites au budget (+0,4 mio ou 0,1%).

Au niveau de la part cantonale à l'impôt fédéral direct (IFD), le constat est similaire à celui établi pour les impôts cantonaux sur les personnes physiques et les personnes morales. En effet, cette recette, atteignant 62,8 mios au compte 2013, est largement inférieure aux attentes budgétaires (-7,2 mios ou -10,3%). Cette orientation à la baisse se retrouve par ailleurs également dans le compte 2013 de la Confédération (voir chapitre « Contexte »).

En revanche, le Canton du Valais bénéficie de la bonne performance de l'impôt anticipé, lequel a fortement contribué à l'excédent publié par la Confédération pour l'année 2013. La part du canton au produit de cet impôt s'inscrit en hausse de 3,0 mios ou 16,5% par rapport au budget.

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques

nicht verwendete Anteil dieser Einnahme von 1,9 Mio. wurde dem Spezialfinanzierungsfonds für spätere Verwendungen zugewiesen.

Die Wasserzinsen der Rhone belaufen sich auf 7,2 Mio. Franken, was einer Zunahme um 0,5 Mio. entspricht und die restliche Abweichung vom Budget erklärt.

Entgelte

Die Entgelte belaufen sich auf 205,7 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget einer Zunahme um 5,5 Mio. oder 2,8% entspricht.

Diese Einnahmen verteilen sich auf 80,5 Mio. Franken Gebühren, 48,1 Mio. Rückerstattungen Dritter, 31,2 Mio. Benützungsgebühren und andere Entgelte, 14,6 Mio. Bussen, 10,3 Mio. Verkäufe, 10,0 Mio. Schulgelder, 5,3 Mio. Eigenleistungen für Investitionen, 4,2 Mio. Ersatzbeiträge und 1,6 Mio. Beherbergungstaxen.

Die zusätzlichen Einnahmen stammen vor allem aus den Rückerstattungen Dritter (+6,0 Mio. Franken). Diese Zunahme betrifft hauptsächlich die Betriebs- und Konkursämter (+1,4 Mio.), die Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau (+1,5 Mio.) und die Kantonale Steuerverwaltung (+1,1 Mio.).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 687,6 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget einer Abnahme um 4,4 Mio. oder 0,6% entspricht. Nach den Steuern stellt diese Kategorie die zweitgrösste Einnahmequelle für den Kanton Wallis dar und macht fast 24% des betrieblichen Ertrages aus.

Die Einnahmen aus dem interkantonalen Finanzausgleich (Ressourcenausgleich und geotopografischen Lastenausgleich) betragen 529,4 Mio. Franken und entsprechen in etwa dem Budget (+0,4 oder 0,1%).

Beim Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer (DB) sieht es ähnlich aus wie bei den Kantonssteuern der juristischen und der natürlichen Personen. In der Rechnung 2013 beläuft sich diese Einnahme auf 62,8 Mio. Franken und liegt erheblich tiefer als budgetiert (-7,2 Mio. oder -10,3%). Dieser Abwärtstrend findet sich übrigens auch in der Bundesrechnung 2013 (vgl. Kapitel « Umfeld »).

Dagegen profitiert der Kanton Wallis vom starken Anstieg der Verrechnungssteuer, die massgeblich zu dem vom Bund veröffentlichten Überschuss für das Jahr 2013 beigetragen hat. Der Kantonsanteil an dieser Steuer liegt 3,0 Mio. Franken oder 16,5% über dem Budget.

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen

atteignent 130,9 mio, soit 18,9 mio de plus qu'au budget.

L'évolution de ce compte s'explique principalement par :

- l'augmentation des forfaits versés par la Confédération pour l'accueil et le suivi des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus (+8,2 mio);
- des dédommagements de cantons plus importants que prévus dans le domaine de la formation tertiaire (+3,5 mio);
- l'augmentation des recettes communales découlant de la facturation des frais d'aide sociale (+6,1 mio), en lien avec la hausse des subventions accordées dans ce domaine.

Subventions acquises

Les subventions acquises représentent 458,7 mio, soit 2,9 mio ou 0,6% de moins qu'au budget. L'évolution de cette rubrique, détaillée par domaine, est présentée en annexe 8.

Globalement, l'évolution de ce compte est liée à l'évolution des dépenses. A ce titre, il sied de relever que :

- les subventions fédérales (203,4 mio) servent principalement à financer :
la réduction des primes d'assurance-maladie (86,5 mio, +0,3 mio);
les prestations complémentaires AVS/AI (35,2 mio, +1,9 mio);
et la formation professionnelle (25,6 mio, -1,9 mio);
- les subventions communales se montent à 231,8 mio, en diminution de 3,4 mio par rapport au budget. Cet écart résulte essentiellement du domaine de l'enseignement (111,6 mio, -2,5 mio), pour lequel les charges salariales des enseignants se sont avérées inférieures aux valeurs budgétées, entraînant de fait une réduction des subventions communales y relatives.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer se montent à 121,1 mio et sont en parfaite ligne avec les montants budgétisés.

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 114,7 mio, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture (107,5 mio). Des subventions à redistribuer sont également financées par les cantons (6,4 mio) dans le domaine de la formation tertiaire.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 53,3 mio sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

Les commentaires concernant ces prélèvements ont été faits conjointement avec les attributions. Ils figurent dans le chapitre des charges d'exploitation.

sich auf 130,9 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 18,9 Mio. entspricht.

Die Entwicklung dieses Bereichs lässt sich folgendermassen erklären :

- Erhöhung der vom Bund gewährten Pauschalbeiträge für die Aufnahme und die Betreuung der Asylbewerber und anerkannten Flüchtlinge (+8,2 Mio.);
- Für die tertiäre Bildung erhielten die Kantone höhere Entschädigungen als vorgesehen (+3,5 Mio.);
- Zunahme der Gemeindeerträge aufgrund der Rechnungsstellung der Sozialhilfekosten (+6,1 Mio.) im Zusammenhang mit dem Anstieg der eigenen Beiträge in diesem Bereich.

Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 458,7 Mio. Franken und sind um 2,9 Mio. oder 0,6% tiefer ausgefallen als budgetiert. Die Veränderung dieser Rubrik ist im Anhang 8 detailliert aufgeführt.

Diese Veränderung hängt insgesamt mit der Entwicklung der Ausgaben zusammen. Hier gilt es festzuhalten :

- die Bundesbeiträge (203,4 Mio.) dienen hauptsächlich zur Finanzierung :
der Krankenkassenprämienverbilligungen (86,5 Mio., +0,3 Mio.);
der AHV/IV-Ergänzungsleistungen (35,2 Mio., +1,9 Mio.);
und der Berufsbildung (25,6 Mio., -1,9 Mio.);
- die Gemeindebeiträge belaufen sich auf 231,8 Mio., was 3,4 Mio. weniger ist als budgetiert. Diese Differenz hängt vor allem mit dem Unterrichtswesen zusammen (111,6 Mio., -2,5 Mio.), weil die Löhne für das Lehrpersonal tiefer als budgetiert ausfielen, was wiederum zu einer entsprechenden Abnahme der Gemeindebeiträge führte.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 121,1 Mio. Franken und entsprechen dem Budget.

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 114,7 Mio. Franken stammen vom Bund, vor allem für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (107,5 Mio.). Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge (6,4 Mio.).

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen in Höhe von 53,3 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben.

Die Kommentare bezüglich dieser Entnahmen wurden zusammen mit den Einlagen gemacht. Sie sind im Kapitel betrieblicher Aufwand zu finden.

Charges et revenus financiers

Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	36.4	35.6	34.7	-0.9	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	58.5	53.2	63.3	10.2	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	22.1	17.6	28.7	11.1	Ergebnis aus Finanzierung

Les charges et revenus financiers dégagent un excédent de revenus de 28,7 mios, supérieur de 11,1 mios au budget.

Charges financières

Les intérêts passifs s'élèvent à 34,7 mios, ce qui correspond à une diminution de 0,9 mio ou 2,5% en comparaison avec le budget. Cette variation s'explique notamment par des taux d'intérêts plus bas que budgétés et par des emprunts moindres que prévus.

D'un montant de 31,0 mios au compte 2013 (-0,5 mio par rapport au budget), les intérêts sur les dettes à moyen et long terme constituent la majeure partie des charges financières. Ces charges sont principalement liées aux emprunts auprès de la caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPVAL).

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 63,3 mios, en augmentation de 10,2 mios ou de 19,2% par rapport au budget.

Cette augmentation provient notamment :

- des dividendes (+1,2 mio) ;
- de l'introduction à fin 2012 d'une procédure systématique de récupération des montants versés au titre de l'assistance judiciaire (+1,4 mio) ;
- d'une variation des provisions au Service cantonal des contributions en lien avec la baisse des impôts constatée (+1,2 mio) ;
- de gains sur la vente de terrains et de la dissolution du fonds d'allocations familiales (+2,8 mios).

Aus dem Finanzaufwand und -ertrag resultiert ein Ertragsüberschuss von 28,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 11,1 Mio. entspricht.

Finanzaufwand

Die Passivzinsen betragen 34,7 Mio. Franken und sind gegenüber dem Budget um 0,9 Mio. oder um 2,5% tiefer ausgefallen. Diese Abweichung vom Budget hängt mit den tieferen Zinsen und den niedrigeren Darlehensaufnahmen zusammen.

Mit einem Betrag von 31,0 Mio. Franken in der Rechnung 2013 (-0,5 Mio. gegenüber dem Budget) stellen die Zinsen der mittel- und langfristigen Schulden den grössten Teil des Finanzaufwands dar. Dieser Aufwand hängt vor allem mit den Anleihen bei der Pensionskasse des Staates Wallis (PKWAL) zusammen.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 63,3 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget eine Zunahme um 10,2 Mio. oder um 19,2% bedeutet.

Die Zunahme steht im Zusammenhang mit :

- den Dividenden (+1,2 Mio.);
- dem Ende 2012 systematisch eingeführte Verfahren zur Rückerstattung für Rechtsbeistand (+1,4 Mio.);
- der Veränderung der Rückstellungen bei der Kantonalen Steuerverwaltung im Zusammenhang mit der Abnahme der Steuereinnahmen (+1,2 Mio.);
- den Gewinnen aus Grundstückverkäufen und der Auflösung des Familienzulagenfonds (+2,8 Mio.).

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires					Ausserordentlicher Aufwand
33 Amort. du patrimoine administratif	38.2	23.7	9.6	-14.2	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	0.4	-	1.0	1.0	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financ. spéciaux ¹	5.0	-	-	-	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dép. ²	16.8	-	-	-	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanz. ²
Revenus extraordinaires					Ausserordentlicher Ertrag
46 Subventions acquises	0.8	-	-2.5	-2.5	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvement s/financements spéciaux ¹	10.1	-	3.8	3.8	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvement s/préfinan. des dép. ²	19.3	-	18.1	18.1	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanz. ²
Résultat d'activités extraordinaires	-30.2	-23.7	8.8	32.5	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les charges et revenus extraordinaires dégagent un excédent de revenus de 8,8 mios.

Les charges et revenus extraordinaires comprennent les travaux financés par le fonds de dommages non assurables, ainsi que les amortissements, les attributions et prélèvements aux financements spéciaux présentés ci-après.

Amortissements

La loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers (LGCAF) mentionne à l'article 14 que des amortissements supplémentaires doivent être opérés dans la mesure où la situation financière et la conjoncture le permettent. Le budget 2013 prévoyait des amortissements supplémentaires de 23,7 mios. Compte tenu de l'excédent de charges et de l'insuffisance de financement dégagés par le compte 2013, aucun amortissement supplémentaire n'a été opéré.

Les charges extraordinaires comprennent par contre les amortissements à 100% de la part des investissements financée par les prélèvements sur les fonds de préfinancement des investissements (9,3 mios).

Dans les amortissements extraordinaires se trouvent également les amortissements à 100% de la part des investissements du Campus à Sion financée par un prélèvement sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (0,2 mio).

Aus dem ausserordentlichen Aufwand und Ertrag geht ein Ertragsüberschuss von 8,8 Mio. Franken hervor.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag beinhaltet die Arbeiten, die durch den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden finanziert werden, die Abschreibungen und die Einlagen und Entnahmen bei den Spezialfinanzierungen, die nachfolgend präsentiert werden.

Abschreibungen

Das Gesetz über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) hält in Artikel 14 fest, dass zusätzliche Abschreibungen vorzunehmen sind, soweit es die Finanz- und Wirtschaftslage erlaubt. Im Budget 2013 wurden zusätzliche Abschreibungen in Höhe von 23,7 Mio. Franken vorgesehen. Aufgrund des Aufwandüberschusses und des Finanzierungsfehlbetrages der Rechnung 2013 wurden keine zusätzlichen Abschreibungen vorgenommen.

Der ausserordentliche Aufwand beinhaltet dagegen eine vollständige Abschreibung der Investitionen, die durch Entnahmen aus dem Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen (9,3 Mio. Franken) finanziert werden.

Die ausserordentlichen Abschreibungen beinhalten ebenfalls eine vollständige Abschreibung, und zwar die der Investitionen für den Campus in Sitten, die durch eine Entnahme beim Spezialfinanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (0,2 Mio. Franken) finanziert werden.

Subventions accordées

Les subventions extraordinaires concernent les travaux financés par le fonds de dommages non assurables à savoir le solde des intempéries des 9 et 10 octobre 2011 (0,3 mio) et les coûts de l'incendie à Viège (0,8 mio).

Subventions acquises

Les subventions acquises (-2,5 mios) enregistrent une correction de la part des communes comptabilisées les années précédentes dans les recettes à recevoir pour les intempéries des 9 et 10 octobre 2011.

Prélèvement sur les financements spéciaux

Le prélèvement sur les financements spéciaux de 3,8 mios concerne le fonds de dommages non assurables (3,6 mios) et le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (0,2 mio).

Le prélèvement sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle est destiné au financement des investissements dans le cadre de la première étape de la création du Campus Valais-Wallis. Le Grand Conseil a décidé ce mode de financement le 12 septembre 2013 avec l'approbation du crédit d'objet.

Préfinancement des dépenses

Les fonds de préfinancement des investissements ont été prévus par l'article 22 de la LGCAF: «Si les moyens prévus dans le budget d'investissement pour une acquisition ou la réalisation d'un projet défini dans les mandats de prestations ne sont pas totalement utilisés à la fin d'un exercice comptable, ceux-ci peuvent être affectés à un compte de financement spécial dans le but d'un préfinancement des dépenses. Le prélèvement sur le compte de financement spécial intervient lorsque l'acquisition ou le projet est mis en œuvre ou supprimé des mandats de prestations. Les comptes de financement spéciaux sont dans tous les cas limités à la période de compensation de trois ans par projet.»

Le compte 2013 enregistre des prélèvements pour 18,1 mios, dont 16,7 mios pour des projets budgétisés les années précédentes et réalisés et 1,4 mio pour des projets échus ou abandonnés. Le détail est présenté à l'annexe 9.

Aucune attribution aux préfinancements des investissements n'a été enregistrée en 2013, étant donné que le compte dégage un excédent de charges et une insuffisance de financement.

L'ensemble des fonds de préfinancement des investissements se montent à 24,2 mios à fin 2013.

Eigene Beiträge

Die ausserordentlichen Beiträge betreffen den Restbetrag für die Arbeiten der Unwetterschäden vom 9. und 10. Oktober 2011 (0,3 Mio. Franken) und den Brand in Visp (0,8 Mio.), die über den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden finanziert wurden.

Beiträge für die eigene Rechnung

Bei den Beiträgen für die eigene Rechnung (-2,5 Mio. Franken) wurde eine Korrektur der Gemeindebeiträge vorgenommen, die in den vorangehenden Jahren als erwartete Einnahme im Zusammenhang mit den Unwettern vom 9. und 10. Oktober 2011 verbucht worden sind.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 3,8 Mio. Franken betreffen einerseits den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden (3,6 Mio.) und andererseits den Finanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (0,2 Mio.)

Die Entnahme aus dem Fonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts ist für die Finanzierung der Investitionen der ersten Etappe zur Schaffung des Campus Valais-Wallis vorgesehen. Am 12. September 2013 hat der Grosse Rat dieser Finanzierungsmethode mit der Genehmigung des Objektkredits zugestimmt.

Aufwandsvorfinanzierung

Der Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen sieht in Artikel 22 FHG vor: «Wurden die im Investitionsbudget vorgesehenen Geldmittel zur Beschaffung oder zur Realisierung der in den Leistungsaufträgen festgelegten Vorhaben auf Ende des Rechnungsjahres nicht voll ausgeschöpft, können sie im Sinne einer Vorfinanzierung einem Spezialfinanzierungskonto zugewiesen werden. Die Entnahme aus dem Spezialfinanzierungskonto erfolgt mit der tatsächlichen Beschaffung oder Verwirklichung der Leistung oder durch deren Verzicht im Leistungsauftrag. Die Spezialfinanzierungskonti sind in jedem Fall auf eine Ausgleichsperiode von drei Jahren pro Projekt beschränkt.»

Die Rechnung 2013 verzeichnet Entnahmen von 18,1 Mio. Franken, wovon 16,7 Mio. auf budgetierte und 2013 realisierte Projekte der Vorjahre und 1,4 Mio. auf verfallene oder aufgegebene Projekte entfallen. Detaillierte Angaben sind dem Anhang 9 zu entnehmen.

Weil die Rechnung 2013 einen Aufwandüberschuss und einen Finanzierungsfehlbetrag aufweist, wurden keine Einlagen bei den Vorfinanzierungen von Investitionen getätigt.

Ende 2013 betragen die Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen insgesamt 24,2 Mio. Franken.

Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	96.1	95.3	114.9	19.6	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	81.8	81.3	78.5	-2.8	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	3.3	1.1	8.4	7.2	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	503.2	497.6	520.0	22.4	Ausgaben
50 Investissements propres	314.0	317.2	335.9	18.7	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	44.8	43.0	47.9	4.9	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	120.2	115.4	112.7	-2.7	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	24.2	22.0	23.5	1.5	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	322.1	319.9	318.2	-1.7	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.6	-	3.7	3.7	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.5	41.9	39.6	-2.3	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	-	-	0.0	0.0	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.6	0.2	0.5	0.3	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	255.2	255.8	251.0	-4.8	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	24.2	22.0	23.5	1.5	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	181.1	177.8	201.8	24.0	Netto-Investitionen

Les investissements nets atteignent 201,8 mios, soit 24,0 mios ou 13,5% de plus que les prévisions budgétaires.

Durant l'exercice, des crédits supplémentaires ont été accordés pour 0,2 mio, qui ont porté le budget initial de 177,5 mios à 177,8 mios.

Les investissements nets sont supérieurs aux prévisions budgétaires grâce au financement par les fonds de préfinancement des dépenses, les fonds de financement spécial RPLP, le fonds de la formation professionnelle et le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle.

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 520,0 mios, soit 22,4 mios ou 4,5% au-dessus des prévisions budgétaires. Les investissements propres représentent 64,6% des investissements bruts (62,4% au compte 2012). Le solde est constitué de prêts et subventions aux investissements de tiers.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 10, 11 et 12). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 201,8 Mio. Franken und sind um 24,0 Mio. oder 13,5% höher ausgefallen als budgetiert.

Während des Rechnungsjahres wurden Nachtragskredite in Höhe von 0,2 Mio. Franken genehmigt, was das Budget von anfänglich 177,5 Mio. auf 177,8 Mio. ansteigen liess.

Dank der Finanzierung aus dem Fonds zur Aufwandsvorfinanzierung von Investitionen, dem LSVA-Spezialfinanzierungsfonds, dem Berufsbildungsfonds und dem Finanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts sind die Netto-Investitionen höher als budgetiert.

Die Brutto-Investitionen belaufen sich auf 520,0 Mio. Franken, was 22,4 Mio. oder 4,5% höher ist als budgetiert. Die eigenen Investitionen machen 64,6% der Brutto-Investitionen aus (62,4% in der Rechnung 2012). Der Restbetrag betrifft die Darlehen und Beiträge für Investitionen Dritter.

Aus den Tabellen im Anhang gehen die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhänge 10, 11 und 12) hervor. Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

Investissements de l'Etat

En 2013, l'Etat a investi 114,9 millions nets pour ses infrastructures, soit 19,6 millions ou 20,6% de plus que les prévisions budgétaires (voir annexe 10).

Le volume brut de 335,9 millions comprend 71% de routes (240,1 millions), 15% de bâtiments (50,3 millions), 4% de travaux de correction du Rhône (15,0 millions) et 9% de mobilier et équipement (30,5 millions). Cette répartition correspond à celle des années précédentes.

Ce volume brut est supérieur de 18,7 millions ou 5,9% au montant budgétisé. Le dépassement est principalement dû aux immeubles. Il est financé par les prélèvements sur les fonds de financements spéciaux supérieurs aux prévisions budgétaires (formation professionnelle, préfinancement des dépenses, RPLP, financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle).

Les investissements bruts pour les immeubles de 50,3 millions comprennent 39,5 millions d'immeubles d'enseignement, dont l'achat du complexe scolaire de Ste-Ursule à Brigue (22,0 millions), la fin des travaux des salles de gym des écoles professionnelles (11,0 millions) et les premiers investissements pour le Campus à Sion (0,7 million).

Les investissements pour les routes cantonales se montent à 66,4 millions bruts (-2,2 millions par rapport au budget), ce qui correspond au montant du compte 2012. Les recettes sont par contre plus élevées, du fait des investissements plus importants sur les routes principales suisses subventionnées par la Confédération.

En ce qui concerne le Rhône, les investissements bruts de 15,0 millions sont inférieurs de 2,2 millions aux prévisions. Le montant net à charge du canton de 8,4 millions est toutefois supérieur au budget (+3,3 millions) à cause de recettes fédérales plus basses qu'attendues (-5,4 millions).

Dans les autres investissements, un montant brut de 9,3 millions brut a été investi pour le projet Polycom, 3,8 millions pour le projet de modernisation de l'informatique du Service cantonal des contributions et 1,9 million pour le projet d'informatisation des registres fonciers « RF 2020 ». Les dépassements de 2,3 millions par rapport au budget sont financés par des prélèvements sur les fonds de préfinancement des dépenses constitués les années précédentes.

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 78,5 millions, soit 2,8 millions ou 3,5% en dessous des prévisions budgétaires (voir annexe 11).

Investitionen des Staates

2013 investierte der Staat 114,9 Mio. Franken netto in seine Infrastrukturen, das heisst, 19,6 Mio. oder 20,6% mehr als budgetiert (siehe Anhang 10).

Das Brutto-Volumen von 335,9 Mio. Franken setzt sich wie folgt zusammen: 71% Strassen (240,1 Mio.), 15% Hochbau (50,3 Mio.), 4% Rhonekorrektur (15,0 Mio.) und 9% Mobiliar und Maschinen (30,5 Mio.). Diese Zusammensetzung entspricht derjenigen der Vorjahre.

Die Brutto-Investitionen sind gegenüber dem Budget um 18,7 Mio. Franken oder um 5,9% höher ausgefallen. Die Budgetüberschreitung ist hauptsächlich auf die Liegenschaften zurückzuführen und wird mit höheren Entnahmen aus dem Spezialfinanzierungsfonds finanziert (Berufsbildung, Aufwandsvorfinanzierungen, LSVA-Fonds, Finanzierung für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts).

Die Brutto-Investitionen von 50,3 Mio. Franken für Liegenschaften beinhalten 39,5 Mio. für Unterrichtsgebäude, davon 22 Mio. für den Kauf des Schulkomplexes St. Ursula in Brig, 11 Mio. für die Fertigstellung der Turnhallen der Berufsschulen und 0,7 Mio. für die ersten Investitionen für den Campus in Sitten.

Die Investitionen für die Kantonsstrassen betragen brutto 66,4 Mio. Franken (-2,2 Mio. gegenüber dem Budget). Dies entspricht in etwa dem Betrag der Rechnung 2012. Aufgrund grösserer Investitionen bei den Schweizer Hauptstrassen, die vom Bund subventioniert werden, fallen die Einnahmen dagegen höher aus.

Bei der Rhone wurden Brutto-Investitionen von 15,0 Mio. Franken getätigt, was 2,2 Mio. weniger sind als budgetiert. Dennoch beläuft sich der Nettobetrag zulasten des Kantons auf 8,4 Mio. und liegt damit höher als budgetiert (+3,3 Mio.), und zwar weil die Bundeseinnahmen tiefer als erwartet ausfielen (-5,4 Mio.).

Unter der Rubrik «Andere Investitionen» entfallen brutto 9,3 Mio. Franken auf das Projekt Polycom, 3,8 Mio. auf das Modernisierungsprojekt der Informatik der Kantonalen Steuerverwaltung und 1,9 Mio. auf das Informatikprojekt der Grundbuchämter «GB 2020». Die Budgetüberschreitungen von 2,3 Mio. werden mit Entnahmen aus den Fonds zur Aufwandsvorfinanzierung, die in den Vorjahren geäuftet wurden, finanziert.

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 78,5 Mio. Franken netto und sind um 2,8 Mio. oder 3,5% tiefer ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 11).

En brut, l'Etat du Valais a enregistré 136,1 mios de participations en faveur des tiers pour leurs investissements, en adéquation avec le budget (-0,9% / -1,3 mio). Les subventions pour l'aménagement et environnement de 31,1 mios nets représentent le domaine le plus important (39,6%) avec une part croissante par rapport à l'année précédente (37,8% en 2012 et 32,2% en 2011).

Le domaine de la santé qui se monte à 12,6 mios (16,1%) est en augmentation de 1,2 mio par rapport au budget principalement en lien avec les dépenses pour les urgences de Viège. Le dépassement est financé par un prélèvement sur les fonds de préfinancement des dépenses.

Les participations aux investissements de tiers pour l'économie publique de 12,4 mios net (15,8%) sont en deçà des prévisions budgétaires pour 1,1 mio, principalement en lien avec les subventions fédérales pour la promotion énergétique.

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent, au net, 8,4 mios, soit 7,2 mios de plus que le budget (voir annexe 12).

L'Etat a octroyé 47,9 mios de prêts en 2013, soit 4,9 mios de plus que les prévisions budgétaires. L'écart provient des prêts aux transports publics avec un dépassement de 5,4 mios lié principalement aux prêts en faveur du Matterhorn Gotthard Infrastructure. Le dépassement est financé par des prélèvements sur les fonds de préfinancement des dépenses constitués les années précédentes.

Des remboursements pour 39,6 mios ont été encaissés durant l'année 2013 soit 2,3 mios de moins qu'attendu.

Der Staat Wallis verbuchte 136,1 Mio. Franken brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter, was mit dem Budget übereinstimmt (-0,9% oder -1,3 Mio.). Die Raumplanung und die Umwelt stellen mit 31,1 Mio. netto den grössten Bereich dar (39,6%), der gegenüber dem Vorjahr ansteigt (37,8% im Jahr 2012 und 32,2% im Jahr 2011).

Im Gesundheitswesen steigt der Betrag auf 12,6 Mio. Franken (16,1%), was 1,2 Mio. höher ist als budgetiert. Diese Zunahme ist hauptsächlich auf die Ausgaben für die Notaufnahme Visp zurückzuführen. Die Überschreitung wird mit Entnahmen aus dem Fonds zur Aufwandsvorfinanzierung finanziert.

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich für die Volkswirtschaft auf 12,4 Mio. Franken netto (15,8%) und liegen 1,1 Mio. tiefer als budgetiert, was hauptsächlich mit den Bundesbeiträgen zur Energieförderung zusammenhängt.

Darlehen und Beteiligungen

Die Darlehen und Beteiligungen belaufen sich netto auf 8,4 Mio. Franken und sind um 7,2 Mio. höher ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 12).

2013 hat der Staat Darlehen in Höhe von 47,9 Mio. Franken gewährt, was 4,9 Mio. mehr ist als budgetiert. Die Budgetüberschreitung von 5,4 Mio. bei den Darlehen an öffentliche Transportunternehmen hängt vor allem mit jenen der Matterhorn-Gotthard-Infrastruktur zusammen. Die Differenz wird mit Entnahmen aus dem Fonds zur Aufwandsvorfinanzierung, der in den Vorjahren gebildet wurde, finanziert.

2013 erfolgten Rückzahlungen in Höhe von 39,6 Mio. Franken und sind somit um 2,3 Mio. tiefer ausgefallen als budgetiert.

Bilan

Actifs

Bilanz

Aktiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2012	31.12.2013	VARIATION VERÄNDERUNG 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Patrimoine financier	1'670.1	1'646.5	-23.5	Finanzvermögen
Disponibilités	49.4	59.9	10.5	Flüssige Mittel
Caisses	0.3	0.3	0.0	Kassen
Comptes postaux	30.7	34.1	3.3	Postkonten
Banques	18.4	25.5	7.1	Banken
Avoirs	887.9	966.3	78.4	Guthaben
Comptes internes	3.1	2.2	-0.8	Interne Konten
Comptes courants	268.7	282.8	14.1	Kontokorrente
Débiteurs : collectivités publiques	51.7	53.2	1.5	Debitoren : öffentliche Gemeinwesen
Autres débiteurs	498.6	561.4	62.9	Übrige Debitoren
Autres créances	65.9	66.6	0.7	Übrige Forderungen
Placements	27.4	27.5	0.1	Anlagen
Actions et autres papiers-valeurs	0.5	0.4	-0.1	Aktien und übrige Wertpapiere
Placements	9.5	9.4	-0.1	Darlehen
Immeubles	9.2	8.7	-0.5	Liegenschaften
Cheptel des établissements	0.3	0.3	-0.0	Viehhebe der Anstalten
Marchandises et approvisionnements	7.9	8.7	0.8	Vorräte
Actifs transitoires	705.4	592.8	-112.6	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'195.8	1'224.9	29.1	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	609.5	601.7	-7.8	Eigene Investitionen
Terrains non bâtis	8.6	8.4	-0.2	Grundstücke
Ouvrages de génie civil	135.4	125.9	-9.6	Strassenbau
Terrains bâtis	392.0	389.9	-2.1	Hochbauten
Mobilier, machines, véhicules	39.3	40.6	1.3	Möbilien, Maschinen, Fahrzeuge
Autres investissements	34.1	37.0	2.9	Übrige Investitionen
Prêts et participations	469.2	473.5	4.3	Darlehen und Beteiligungen
Prêts	543.5	550.5	7.0	Darlehen
Provision prêts conditionnellement remb.	-184.6	-187.3	-2.7	Wertbericht. bedingt rückzahlbare Darlehen
Participations permanentes	110.3	110.3	-0.0	Beteiligungen
Subventions d'investissements	117.1	149.7	32.6	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	0.8	5.7	4.9	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	2'866.7	2'877.2	10.5	Total der Aktiven

Le total du bilan de l'Etat de 2,9 mrd au 31.12.2013 n'a pas subi d'évolution significative par rapport à la situation au 31.12.2012.

A l'actif, le patrimoine financier représente 1,6 mrd à fin 2013, en diminution de 23,5 mios.

Le patrimoine administratif s'élève à 1,2 mrd, en augmentation de 29,1 mios.

Les comptes d'avances aux financements spéciaux s'élèvent à 5,7 mios, en augmentation de 4,9 mios.

Die Bilanzsumme des Staates von 2,9 Mia. Franken per 31.12.2013 hat sich gegenüber dem Vorjahr kaum verändert.

Bei den Aktiven beträgt das Finanzvermögen per Ende 2013 1,6 Mia. Franken. Dies ist ein Rückgang von 23,5 Mio.

Das Verwaltungsvermögen beläuft sich auf 1,2 Mia. Franken, was einer Zunahme von 29,1 Mio. entspricht.

Die Vorschüsse für die Spezialfinanzierungen belaufen sich auf 5,7 Mio. Franken, was einer Zunahme um 4,9 Mio. entspricht.

Bilan

Passifs

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2012	31.12.2013	VARIATION VERÄNDERUNG 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements	2'140.5	2'225.0	84.4	Verpflichtungen
Engagements courants	721.2	782.5	61.3	Laufende Verpflichtungen
Créanciers	274.1	292.0	17.9	Gläubiger
Dépôts	8.3	8.4	0.1	Depotgelder
Comptes courants	0.4	2.2	1.7	Kontokorrente
Autres engagements	438.3	480.0	41.7	Übrige Verpflichtungen
Dettes à court terme	103.4	152.2	48.8	Kurzfristige Schulden
Banques, assurances, CP et divers	101.0	0.0	-101.0	Banken, Versicherungen, Vorsorgekassen
Confédération	0.0	150.0	150.0	Bund
Autres dettes à court terme	2.4	2.2	-0.2	Übrige kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	990.2	965.9	-24.3	Mittel- und langfristige Schulden
Emprunt auprès de la CPVAL	861.8	847.6	-14.1	Anleihen bei der PKWAL
Emprunts auprès de comp. d'assurances	30.0	30.0	0.0	Anleihen bei Versicherungs-Gesellschaften
Emprunts auprès des banques	10.0	0.0	-10.0	Anleihen bei Banken
Autres emprunts	88.4	88.2	-0.2	Übrige Anleihen
Eng. envers des entités particulières	23.1	17.5	-5.6	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Fonds et fondations	17.0	11.2	-5.8	Fonds und Stiftungen
Fonds d'auto-assurance	6.1	6.3	0.1	Eigenversicherung für Sachschäden
Provisions	44.1	50.2	6.2	Rückstellungen
Passifs transitoires	258.6	256.7	-1.9	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	651.6	631.2	-20.4	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	74.6	21.0	-53.5	Eigenkapital
Total des passifs	2'866.7	2'877.2	10.5	Total der Passiven

Au passif, les engagements du canton augmentent de 84,4 mios, soit de 2,1 à 2,2 mrds. Cette augmentation provient essentiellement des engagements courants.

Dans les dettes à moyen et long terme, des emprunts bancaires et auprès de la CPVAL ont été remboursés pour un total de 24,3 mios durant l'exercice.

Les fonds spéciaux de financement selon l'art. 9 LGCAF, soit les moyens affectés par la législation spécifique à la réalisation d'objectifs déterminés, diminuent de 608,5 à 606,2 mios (-2,3 mios). Le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle selon la loi du 15 septembre 2011 fait ressortir un solde de 353,8 mios au 31.12.2013. Les fonds de préfinancement selon art. 22 al. 3 et 4 LGCAF passent quant à eux de 43,1 à 25 mios (-18,1 mios).

La fortune s'élève à 21 mios au 31.12.2013 en diminution de 53,5 mios. Cette diminution provient de l'excédent des charges de l'exercice 2013.

Bei den Passiven steigen die Verpflichtungen des Kantons um 84,4 Mio. Franken von 2,1 auf 2,2 Mia. Diese Zunahme ist hauptsächlich bei den laufenden Verpflichtungen zu verzeichnen.

Bei den mittel- und langfristigen Schulden wurden im Geschäftsjahr 2013 Anleihen bei Banken und bei der PKWAL von total 24,3 Mio. Franken zurückbezahlt.

Die Spezialfinanzierungsfonds gemäss Art. 9 FHG, das heisst, Mittel, die durch das Spezialgesetz zur Umsetzung bestimmter Ziele verwendet werden, reduzieren sich von 608,5 auf 606,2 Mio. Franken (-2.3 Mio.). Der Vorfinanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts gemäss dem Gesetz vom 15. September 2011 beträgt am 31.12.2013 353,8 Mio. Die Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen gemäss Artikel 22 Absätze 3 und 4 FHG nehmen von 43,1 Mio. auf 25 Mio. (-18.1 Mio.) ab.

Das Eigenkapital nahm um 53,5 Mio ab und beläuft sich am 31.12.2013 auf 21 Mio. Franken. Diese Abnahme entspricht dem Aufwandüberschuss der Rechnung 2013.

L'endettement brut du canton augmente de 2'792,1 mios à 2'856,2 mios au 31.12.2013, soit une augmentation de 64,0 mios. Sous déduction de la valeur du patrimoine financier et des avances aux comptes spéciaux de financement, l'endettement net du canton augmente de 82,6 mios qui représente l'insuffisance de financement 2013.

Die Bruttoverschuldung des Kantons steigt von 2'792,1 Mio. Franken auf 2'856,2 Mio. per 31.12.2013, was einer Zunahme um 64,0 Mio. entspricht. Nach Abzug des Finanzvermögens und der Vorschüsse für Spezialfinanzierungen steigt die Nettoverschuldung des Kantons um 82,6 Mio., was dem Finanzierungsfehlbetrag der Rechnung 2013 entspricht.

Annexe au bilan

Anhang zur Jahresrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2012	31.12.2013	VARIATION VERÄNDERUNG 2012-13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements conditionnels	1'326.7	1'548.4	221.7	Eventualverpflichtungen
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	0.0	0.0	0.0	Verpfl. zur Liberierung und Überweisung von Zusatzkrediten

Les engagements conditionnels s'élèvent à 1,5 mrd au 31.12.2013, en augmentation de 221,7 mios ou 16,7% par rapport à l'année 2012.

Die Eventualverpflichtungen betragen 1,5 Mia. Franken per 31.12.2013, was gegenüber dem Vorjahr einer Zunahme um 221,7 Mio. oder 16,7% entspricht.

L'augmentation se rapporte principalement aux engagements auprès de la caisse de prévoyance de l'Etat CPVAL (238,1 mios) garantis par le canton. A relever en 2013 la garantie de l'Etat accordée à hauteur de 8 mios sur les engagements de la Castalie, depuis que celle-ci est devenue un établissement autonome de droit public.

Die Zunahme betrifft hauptsächlich die Verpflichtungen gegenüber der staatlichen Vorsorgekasse PKWAL (238,1 Mio. Franken), die durch den Kanton gedeckt sind. Erwähnenswert für das Jahr 2013 ist die eingegangene Staatsgarantie in Höhe von 8 Mio. für die Verpflichtungen von La Castalie, seit diese in eine selbständige öffentlich-rechtliche Institution umgewandelt wurde.

Par ailleurs, rappelons, pour mémoire, que les engagements de la Banque Cantonale du Valais sont garantis par le canton.

Ausserdem sind die Verpflichtungen der Walliser Kantonalbank durch den Kanton garantiert.

Projet de décision

Le Grand Conseil du Canton du Valais

vu l'article 41 chiffre 1 de la Constitution cantonale ;
vu l'article 27 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Art. 1 Compte administratif

Le compte de l'Etat pour l'année 2013 est approuvé. Il comprend le compte de fonctionnement, le compte des investissements, le financement et les rapports de controlling des mandats de prestations politiques.

Art. 2 Compte de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'134'649'345.38 francs et les charges à 3'188'194'584.50 francs.

L'excédent de charges de fonctionnement s'élève à 53'545'239.12 francs, après enregistrement des amortissements du patrimoine administratif pour 172'677'184.73 francs.

Art. 3 Compte des investissements

Les dépenses d'investissement sont fixées à 519'960'327.30 francs et les recettes à 318'189'805.05 francs.

Les investissements nets s'élèvent à 201'770'522.25 francs.

Art. 4 Financement

Le solde net du compte des investissements de 201'770'522.25 francs est financé partiellement par la marge d'autofinancement qui s'élève à 119'131'945.61 francs.

L'insuffisance de financement s'élève à 82'638'576.64 francs.

Art. 5 Fortune

Après l'enregistrement de l'excédent de charges de 53'545'239.12 francs, la fortune s'élève à 21'043'843.14 francs au 31 décembre 2013.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 20 mars 2014.

Le président du Conseil d'Etat : **Maurice Tornay**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Beschlussentwurf

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 der Kantonsverfassung ;
eingesehen die Artikel 27 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

Art. 1 Verwaltungsrechnung

Die Staatsrechnung für das Jahr 2013 wird genehmigt. Sie umfasst die Laufende Rechnung, die Investitionsrechnung, die Finanzierung und die Controllingberichte der politischen Leistungsaufträge.

Art. 2 Laufende Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'134'649'345.38 Franken und die Aufwände auf 3'188'194'584.50 Franken festgelegt.

Nach Verbuchung der Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen in der Höhe von 172'677'184.73 Franken beläuft sich der Aufwandüberschuss auf 53'545'239.12 Franken.

Art. 3 Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 519'960'327.30 Franken und die Einnahmen auf 318'189'805.05 Franken festgelegt.

Die Nettoinvestitionen betragen 201'770'522.25 Franken.

Art. 4 Finanzierung

Die Nettoinvestitionen betragen 201'770'522.25 Franken und sind teilweise durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 119'131'945.61 Franken beläuft.

Der Finanzierungsfehlbetrag beläuft sich auf 82'638'576.64 Franken.

Art. 5 Eigenkapital

Nach der Verbuchung des Aufwandüberschusses von 53'545'239.12 Franken beläuft sich das Eigenkapital am 31. Dezember 2013 auf 21'043'843.14 Franken.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, am 20. März 2014.

Der Präsident des Staatsrates : **Maurice Tornay**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Annexes / Anhänge

Annexe 1

Anhang 1

Charges de personnel par catégorie

Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	34.5	35.7	35.7	0.0	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.8	6.9	6.8	-0.1	Präsidium
DFI	44.1	46.7	46.2	-0.5	DFI
DSSC	50.7	50.0	53.7	3.7	DGSK
DFS (sans l'enseignement ni la sécurité)	43.6	44.0	42.5	-1.6	DBS (ohne Unterrichtswesen und Sicherheit)
DEET (sans l'école d'agriculture)	53.4	56.1	54.6	-1.5	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	82.0	85.5	82.7	-2.8	DVBU
Sécurité	81.1	84.8	84.3	-0.5	Sicherheit
Enseignement¹					Unterrichtswesen¹
Primaire et secondaire	409.4	425.0	419.9	-5.1	Primar- und Sekundarschulen
Tertiaire	61.9	62.9	64.4	1.5	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	66.9	70.2	69.7	-0.4	Berufsbildung
Ecoles d'agriculture	4.7	4.9	4.9	-0.1	Landwirtschaftsschulen
Divers	11.1	11.2	10.6	-0.5	Verschiedenes
Total	950.1	983.9	976.0	-7.9	Total

¹ y compris personnel administratif
Les chiffres du compte 2012 et du budget 2013 tiennent compte de la nouvelle répartition des départements.

¹ inkl. Verwaltungspersonal
Die Rechnung 2012 und das Budget 2013 berücksichtigen die neue Departementsverteilung.

Annexe 2

Anhang 2

Amortissements du patrimoine administratif et provisions

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	¹ SOLDE AU SALDO PER 31.12.2013	² TAUX SATZ	³ AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	⁴ AMORT. EXTRAORDIN. AUSSE- ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	8.9	5.0%	0.4	0.0	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	429.8	5.0%	37.0	3.0	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	99.3	20.0%	18.3	3.4	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	7.6	100.0%	7.6	-	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	178.9	20.0%	53.0	-	-	Tiefbauarbeiten
Parts aux investissements de tiers	195.6	20.0%	42.8	3.1	-	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes ⁵	1.4	100.0%	1.4	-	-	Beteiligungen ⁵
Provision sur prêts conditionnellement remboursables	13.6	20.0%	2.7	-	-	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
Total			163.1	9.6	-	Total

- Solde avant amortissements
- Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif
- Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds
- Amortissements financés par le fonds du XXI^e siècle et l'art. 22 LGCAF (en sus des taux ordinaires)
- Acquisés durant l'exercice uniquement

- Saldo vor Abschreibungen
- Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz
- Inklusive Abschreibungen zu 100%, der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen
- Abschreibungen die durch den Fonds des 21. Jahrhunderts und den Art. 22 FHG finanziert sind (über dem ordentlichen Satz)
- Nur während des Jahres erworbene Beteiligungen

Subventions sans caractère d'investissement

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	115.6	122.6	124.3	1.7	Bildung
Scolarité obligatoire	6.1	7.0	6.7	-0.3	Obligatorische Schulen
Enseignement secondaire	4.6	3.7	4.6	0.9	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	32.1	33.5	35.1	1.6	Sonderschulen
Formation tertiaire	39.6	44.4	44.5	0.1	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	13.9	14.3	13.7	-0.5	Berufsbildung
Bourses d'études	19.3	19.7	19.7	0.0	Stipendien
Culture et loisirs	14.7	14.7	14.8	0.0	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.3	4.1	4.2	0.1	J&S und Sportfonds
Culture	10.5	10.6	10.6	-0.0	Kultur
Santé	589.9	615.2	613.1	-2.1	Gesundheit
Santé publique	398.0	416.1	414.5	-1.6	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	190.8	198.0	197.5	-0.5	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.1	0.1	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	294.5	285.2	307.0	21.9	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	90.5	91.0	94.5	3.6	Sozialversicherungen
Action sociale	164.8	154.8	173.3	18.5	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	22.5	24.2	23.4	-0.8	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	15.6	13.8	14.7	0.8	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Intégration	1.0	1.4	1.2	-0.2	Integration
Trafic	53.9	54.1	54.1	-0.0	Verkehr
Entreprises de transport	53.9	54.1	54.1	-0.0	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	11.3	11.7	11.4	-0.3	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	3.8	3.8	3.8	-0.0	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	7.5	7.9	7.6	-0.3	Wald und Landschaft
Economie publique	41.5	43.7	42.7	-0.9	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	27.8	29.7	29.5	-0.2	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	8.0	8.4	8.0	-0.5	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	5.6	5.6	5.3	-0.3	Wasserkraft
Finances	0.2	14.4	14.4	-0.0	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	0.2	14.4	14.4	-0.0	Sanierungen & Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	42.4	44.1	44.2	0.1	Andere Beiträge
Subventions des loteries	26.7	27.5	26.5	-1.0	Beiträge aus Lotterien
Intempéries octobre 2011	0.4	-	0.3	0.3	Unwetter Oktober 2011
Autres	15.3	16.6	17.5	0.8	Andere
Total	1'164.0	1'205.7	1'226.1	20.4	Total

Les subventions sans caractère d'investissement comprennent les charges extraordinaires.

Die Beiträge ohne Investitionscharakter beinhalten den ausserordentlichen Aufwand.

Annexe 4

Financements spéciaux Attributions et prélèvements

Anhang 4

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	0.1	0.1	-0.1	-0.2	Allgemeine Verwaltung
Epizooties	0.1	0.1	-0.1	-0.2	Viehseuchen
Sécurité publique	-4.0	-1.0	-1.1	-0.0	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	-4.0	-1.1	-1.2	-0.1	Feuerpolizei
Protection civile	-	0.1	0.1	0.0	Zivilschutz
Enseignement et formation	1.3	1.4	-11.9	-13.3	Bildung
Formation professionnelle	1.3	1.4	-11.9	-13.3	Berufsbildung
Culture et loisirs	0.5	0.1	0.1	0.1	Kultur und Freizeit
Sport	0.6	0.1	0.2	0.1	Sport
Culture	-0.1	-0.1	-0.1	-0.0	Kultur
Santé	-0.2	-0.3	-0.4	-0.0	Gesundheit
Promotion santé et prévention	-0.2	-0.3	-0.4	-0.0	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	3.0	1.5	-0.4	-1.9	Umwelt und Raumplanung
Entretien / correction des cours d'eau	1.5	-	1.6	1.6	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	1.5	1.5	-2.0	-3.5	Nicht versicherbare Elementarschäden
Economie publique	23.3	23.5	22.5	-0.9	Volkswirtschaft
Encouragement à l'économie	1.0	1.0	0.8	-0.2	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	1.0	-	-3.0	-3.0	Investitionshilfe
Emploi	-2.6	-	-0.8	-0.8	Beschäftigung
Loteries	2.0	0.3	1.9	1.6	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	-0.1	-0.2	0.6	0.8	Hotellerie / Restauration : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	-0.8	-	0.9	0.9	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	13.1	12.8	12.6	-0.3	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	9.6	9.5	9.5	0.0	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
Finances	1.0	-21.7	-19.8	1.9	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	1.4	-6.0	-4.4	1.6	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	1.8	-12.4	-12.4	0.0	Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	-2.3	-3.3	-3.1	0.2	Interkommunaler Finanzausgleich
Divers	4.3	0.0	4.0	4.0	Übrige
Autres financements	-14.9	-	-18.3	-18.3	Andere Finanzierungen
Préfinancement des dépenses ¹	-2.5	-	-18.1	-18.1	Aufwandsvorfinanzierungen ¹
Fonds de soutien à l'économie	-17.4	-	-	-	Unterstützung der Wirtschaft
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	5.0	-	-0.2	-0.2	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
Total	14.3	3.5	-25.3	-28.8	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

Les financements spéciaux comprennent les attributions et prélèvements extraordinaires.

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Die Spezialfinanzierungen beinhalten die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

Annexe 5 Impôts

Anhang 5 Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	772.4	816.0	743.8	-72.2	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	135.2	151.1	140.4	-10.7	Gewinn- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	17.8	16.0	19.8	3.8	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	50.4	45.0	48.1	3.1	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutation et de timbre	72.2	71.2	60.2	-11.0	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	12.4	15.0	16.1	1.1	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	59.6	61.4	61.2	-0.2	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	90.1	83.0	86.0	3.0	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	0.6	0.5	1.0	0.5	Steuerbussen
Total	1'210.7	1'259.2	1'176.4	-82.8	Total

Annexe 6

Parts des recettes et contributions sans affectation

Anhang 6

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	455.2	456.6	457.1	0.5	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	73.2	72.4	72.4	-0.0	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	32.6	32.4	32.5	0.1	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	16.8	18.3	21.3	3.0	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	61.3	70.0	62.8	-7.2	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	38.7	39.8	38.8	-1.0	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.7	2.5	2.7	0.2	Andere Anteile und Beiträge
Total	680.5	692.1	687.6	-4.4	Total

Annexe 7 Répartition RPLP

Anhang 7 Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2013	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Service des routes, transports et cours d'eau	7.1	85.00	33.0	11.6	23.9	-2.5	4.6	Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau
Service de l'agriculture	2.4	10.00	3.9	1.8	2.7	-0.6	1.7	Dienststelle für Landwirtschaft
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	2.6	0.25	0.1	0.3	1.1	-1.3	1.3	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	2.00	0.8	0.8	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	12.0	100.00	38.8	15.6	27.7	-4.4	7.6	Total

¹ +: Attributions / -: Prélèvements

¹ +: Einlagen / -: Entnahmen

Subventions acquises

Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	199.7	206.2	203.4	-2.9	Bund
Arsenal et casernes	2.9	2.9	2.9	0.0	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	2.1	2.2	2.1	-0.0	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	25.2	27.5	25.6	-1.9	Berufsbildung
HEVs	2.6	2.3	3.0	0.7	HEVs
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	0.0	Stipendien
Assurance-maladie	84.0	86.2	86.5	0.3	Krankenkassen
Assurances sociales	33.8	33.3	35.2	1.9	Sozialversicherungen
Intégration	0.5	0.6	0.5	-0.1	Integration
Economie	3.9	3.6	3.4	-0.2	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	18.6	20.4	19.2	-1.2	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.7	0.5	0.5	0.1	Landwirtschaft
Transports	2.3	2.4	2.5	0.1	Transportwesen
Routes nationales	7.8	10.4	6.6	-3.8	Nationalstrassen
Rhône	0.8	0.7	0.5	-0.1	Rhone
Bâtiments	6.4	5.6	6.1	0.5	Gebäude
Forêts et paysage	3.6	3.5	3.4	-0.1	Wald und Landschaft
Intempéries octobre 2011	0.0	-	-0.1	-0.1	Unwetter Oktober 2011
Autres	3.2	3.2	4.2	1.0	Andere
Cantons	1.6	1.1	1.0	-0.1	Kantone
Communes	232.6	235.2	231.8	-3.4	Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	21.3	21.4	22.0	0.6	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	111.6	114.0	111.6	-2.5	Unterrichtswesen
Action sociale	35.4	37.0	37.9	0.9	Sozialwesen
Assurances sociales	19.9	20.3	20.9	0.6	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	3.6	3.6	3.0	-0.6	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	4.8	5.1	5.1	-	Beschäftigungsfonds
Transports	8.1	8.6	8.7	0.1	Transportwesen
Entretien des routes	24.3	22.0	21.6	-0.4	Strassenunterhalt
Intempéries octobre 2011	0.2	-	-2.5	-2.5	Unwetter Oktober 2011
Autres	3.3	3.2	3.5	0.3	Andere
Propres établissements	9.6	9.0	9.2	0.2	Eigene Anstalten
Requérants d'asile	7.4	7.0	6.8	-0.1	Asylbewerber
Autres	2.2	2.1	2.3	0.3	Andere
Autres subventions	6.8	10.1	10.8	0.7	Andere Beiträge
Police du feu	-1.1	2.2	2.7	0.5	Feuerpolizei
Sport	4.2	4.0	4.2	0.2	Sport
Loteries	0.2	0.3	-	-0.3	Lotterien
Autres	3.5	3.6	4.0	0.4	Andere
Total	450.2	461.6	456.2	-5.4	Total

Les subventions acquises comprennent les revenus extraordinaires.

Die Beiträge für die eigene Rechnung beinhalten den ausserordentlichen Ertrag.

Préfinancement des investissements
(Art. 22 al. 3)Vorfinanzierung von Investitionen
(Art. 22 Abs. 3)

(EN MILLIONS DE FRANCS)		CRÉATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2012	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2013	PRÉL./DISS. ENTN./ AUFLÖS. 2013	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Total			42.3	-	-18.1	24.2	Total	
GC	Parlement sans papier	2011	0.1	-	-	0.1	GR	Papierloses Parlament
GC	Parlement sans papier	2012	0.7	-	-	0.7	GR	Papierloses Parlament
			0.8	-	-	0.8		
OCRN Tunnel Eyholz		2011	1.0	-	-	1.0	ANSB Tunnel Eyholz	
OCRN Tronçon Loèche-Gampel		2011	0.6	-	-	0.6	ANSB Teilstück Leuk-Gampel	
OCRN Tunnels Eyholz, Visp, Riedberg		2012	1.3	-	-	1.3	ANSB Tunnel Eyholz, Visp, Riedberg	
			2.8	-	-	2.8		
PC	Projets d'informatisation	2012	1.7	-	-1.4	0.3	KP	Informatisierungsprojekte
PC	Projet de télécommunication	2012	0.4	-	-	0.4	KP	Telekommunikationsprojekt
			2.1	-	-1.4	0.7		
SAS	Informatisation instit. spécialisées	2010	0.1	-	-0.1	-	DSW	Informatisierung Sonderschulen
SAS	Extension Centre Marmettes Monthey	2011	0.1	-	-	0.1	DSW	Erweiterung Centre Marmettes Monthey
SAS	Valais de Cœur	2012	0.5	-	-0.5	-	DSW	Valais de Cœur
			0.7	-	-0.6	0.1		
SBMA	Divers projets d'investissements	2010	2.3	-	-2.3	-0.0	DHDA Verschiedene Investitionsprojekte	
SBMA	Divers projets d'investissements	2011	3.3	-	-1.4	1.9	DHDA Verschiedene Investitionsprojekte	
SBMA	Divers projets d'investissements	2012	2.0	-	-0.2	1.8	DHDA Verschiedene Investitionsprojekte	
			7.5	-	-3.9	3.6		
SCA	Renouv. conduite principale d'irrigation	2010	0.1	-	-0.1	-	DLW	Erneuerung der Bewässerungshauptleitung
SCA	Tracteur arboricole	2012	0.1	-	-0.1	-	DLW	Traktor für Aprikosenanbau
SCA	Renouv. pompes immergées	2012	0.1	-	-	0.1	DLW	Erneuerung der Eintauchpumpe
			0.2	-	-0.2	0.1		
SCAV	Appareil d'analyses	2012	0.1	-	-0.1	-	DVSV	Analysegerät
			0.1	-	-0.1	-		
SCC	Informatisation du SCC	2010	0.2	-	-0.2	-	KSV	Informatisierung der KSV
SCC	Informatisation du SCC	2011	0.3	-	-0.3	-	KSV	Informatisierung der KSV
SCC	Informatisation du SCC	2012	2.0	-	-1.3	0.7	KSV	Informatisierung der KSV
			2.6	-	-1.8	0.7		
SCI	Divers projets informatiques	2012	0.6	-	-0.3	0.3	KDI	Verschiedene Informatikprojekte
			0.6	-	-0.3	0.3		
SCJ	Assainissement Anderledy Brigue	2010	0.3	-	-0.3	-	KDJ	Sanierung Anderledy Brig
SCJ	Foyer La Fontanelle	2011	0.0	-	-	0.0	KDJ	Foyer La Fontanelle
			0.3	-	-0.3	0.0		
SCN	Achat véhicule	2012	0.0	-	-0.0	-	DSUS	Kauf Fahrzeug
			0.0	-	-0.0	-		
SCPF	Chambre froide	2011	0.0	-	-	0.0	DJFW	Kältekammer
SCPF	Voiture de service	2011	0.0	-	-	0.0	DJFW	Dienstfahrzeug
			0.1	-	-	0.1		

(EN MILLIONS DE FRANCS)	CRÉATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2012	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2013	PRÉL./DIS- ENTN./ AUFLÖS. 2013	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2013	(IN MILLIONEN FRANKEN)
SDE Aide au logement	2012	1.6	-	-1.3	0.3	DWE Wohnbauhilfen
		1.6	-	-1.3	0.3	
SFOP Atelier électricité CFPS	2010	0.3	-	-0.3	-	DBB Elektr. Werkstatt Berufsschule Sitten
SFOP Equipement inform. OOSP Haut-Valais	2010	0.1	-	-0.1	-	DBB Informatikeinrichtung BSL -OW
SFOP Equipements informatiques	2011	0.0	-	-	0.0	DBB Informatikausrüstung
		0.4	-	-0.3	0.0	
SFP Divers projets forestiers	2010	0.1	-	-0.1	-	DWL Verschiedene Forstprojekte
SFP Divers projets forestiers	2011	1.4	-	-0.2	1.2	DWL Verschiedene Forstprojekte
		1.5	-	-0.3	1.2	
SPM Programme informatique «GestStar»	2011	0.1	-	-	0.1	DBM Informatikprogramm «GestStar»
SPM Programme informatique «Migrations»	2012	0.1	-	-	0.1	DBM Informatikprogramm «Migration»
		0.1	-	-	0.1	
SRFG Modernisation des registres fonciers	2011	1.7	-	-	1.7	DGBG Modernisierung der Grundbuchämter
SRFG Mensuration officielle	2012	0.8	-	-	0.8	DGBG Amtliche Vermessung
SRFG Modernisation des registres fonciers	2012	2.3	-	-	2.3	DGBG Modernisierung der Grundbuchämter
		4.9	-	-	4.9	
SRTCE Rénovation de bateaux	2010	0.2	-	-0.2	-	DSVF Schiffserneuerungen
SRTCE Aéroport de Sion	2010	0.1	-	-0.1	-	DSVF Flughafen Sitten
SRTCE Matterhorn Gotthard Infrastructure SA	2010	2.0	-	-2.0	-	DSVF Matterhorn Gotthard Infrastruktur AG
SRTCE Divers projets Routes cantonales	2011	0.5	-	-	0.5	DSVF Verschiedene Projekte Kantonsstrassen
SRTCE Divers projets cours d'eau	2011	1.8	-	-	1.8	DSVF Verschiedene Projekte Wasserläufe
SRTCE TMR	2011	0.6	-	-0.6	-	DSVF TMR
SRTCE Matterhorn Gotthard Infrastructure SA	2011	2.7	-	-2.7	-	DSVF Matterhorn Gotthard Infrastruktur AG
SRTCE Divers projets Routes cantonales	2012	1.6	-	-	1.6	DSVF Verschiedene Projekte Kantonsstrassen
SRTCE Achat engins	2012	0.2	-	-0.2	-	DSVF Kauf Baumaschinen
		9.7	-	-5.8	3.9	
SRH Logiciel SAP Click Roster	2011	0.3	-	-	0.3	DPM SAP Programm Click Roster
		0.3	-	-	0.3	
SSCM Mobilier, machines et véhicules PCi	2011	0.1	-	-0.0	0.0	DZSM Mobilier, Maschinen und Fahrzeuge ZS
		0.1	-	-0.0	0.0	
SSP Urgences et endoscopie Viège	2011	3.5	-	-1.3	2.2	DGW Notfall und Endoskopie Visp
SSP Sécurité sismique Sion et Viège	2011	2.1	-	-	2.1	DGW Erdbebensicherheit Sitten und Visp
SSP Intégration médecine ambulatoire	2011	0.5	-	-0.5	-	DGW Eingliederung ambulante Medizin
		6.1	-	-1.7	4.4	

Annexe 10

Anhang 10

Investissements de l'Etat

Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Routes nationales	D	171.0	175.4	173.6	-1.8	A Nationalstrassen
	R	163.9	168.0	166.2	-1.8	E
	N	7.0	7.4	7.5	0.1	N
Routes cantonales	D	66.0	68.7	66.4	-2.2	A Kantonsstrassen
	R	28.0	30.4	31.4	1.0	E
	N	38.0	38.3	35.1	-3.2	N
Rhône	D	20.5	17.2	15.0	-2.2	A Rhone
	R	14.0	12.1	6.7	-5.4	E
	N	6.6	5.1	8.4	3.3	N
Immeubles	D	33.8	26.1	50.3	24.2	A Dienstgebäude
	R	8.8	6.0	12.5	6.5	E
	N	25.0	20.1	37.8	17.6	N
Mobilier, machines et véhicules	D	12.5	15.5	13.9	-1.6	A Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	2.9	2.4	1.3	-1.1	E
	N	9.6	13.0	12.6	-0.5	N
Autres investissements	D	10.3	14.4	16.6	2.3	A Andere Investitionen
	R	0.4	3.0	3.0	-0.0	E
	N	9.9	11.3	13.6	2.3	N
Total	D	314.0	317.2	335.9	18.7	A Total
	R	218.0	221.9	221.0	-0.9	E
	N	96.1	95.3	114.9	19.6	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Annexe 11

Anhang 11

Participations aux investissements de tiers

Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Sécurité publique	N	0.0	-	-	-	N Öffentliche Sicherheit
Feu et protection civile	D	8.1	5.8	6.0	0.2	A Feuer- und Zivilschutz
	R	8.1	5.8	6.0	0.2	E
	N	0.0	-	-	-	N
Enseignement et formation	N	10.4	9.7	9.7	-0.0	N Bildung
Enseignement	D	10.4	9.7	9.7	-0.0	A Unterrichtswesen
Culture et loisirs	N	1.5	2.0	1.5	-0.6	N Kultur und Freizeit
Bâtiments et biens culturels	D	2.4	2.6	2.7	0.2	A Kulturelle Gebäude und Güter
	R	0.9	0.5	1.3	0.7	E
	N	1.5	2.0	1.5	-0.6	N

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Santé	D	12.3	11.4	12.6	1.2	A Gesundheit
Prévoyance sociale	N	7.6	8.8	8.4	-0.4	N Soziale Wohlfahrt
Action sociale	D	6.7	5.3	5.8	0.5	A Sozialwesen
	R	2.5	1.9	2.2	0.2	E
	N	4.1	3.4	3.7	0.2	N
Aide à la jeunesse	D	0.2	1.5	0.6	-0.9	A Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.7	4.1	4.4	0.3	A Wohnbauförderung
	R	0.4	0.2	0.3	0.1	E
	N	3.3	3.9	4.1	0.2	N
Mesures chômage	D	-	0.5	-	-0.5	A Massnahmen Arbeitslosigkeit
	R	-	0.5	-	-0.5	E
	N	-	-	-	-	N
Trafic	N	3.2	3.4	2.8	-0.6	N Verkehr
Entreprises de transport	D	3.2	3.4	2.8	-0.6	A Transportunternehmungen
Aménagement et environnement	N	30.9	32.4	31.1	-1.3	N Umwelt und Raumplanung
Aménagement du territoire	D	0.3	0.2	0.7	0.5	A Raumplanung
	R	0.2	-	0.5	0.5	E
	N	0.1	0.2	0.1	-0.0	N
Abornements et mensurations	D	11.1	10.8	12.8	2.0	A Vermarkungen und Vermessungen
	R	10.8	10.0	12.5	2.5	E
	N	0.3	0.8	0.3	-0.5	N
Forêts	D	38.3	41.5	37.8	-3.6	A Wälder
	R	17.7	19.3	17.4	-1.9	E
	N	20.6	22.2	20.4	-1.8	N
Correction des torrents	D	14.5	8.8	9.3	0.5	A Korrektion der Wildbäche
	R	8.8	4.4	3.9	-0.5	E
	N	5.7	4.4	5.4	1.0	N
Protection de l'environnement	D	5.1	6.6	5.3	-1.4	A Umweltschutz
	R	0.8	1.8	0.4	-1.4	E
	N	4.3	4.8	4.8	-0.0	N
Economie publique	N	15.8	13.6	12.4	-1.1	N Volkswirtschaft
Energie	D	10.3	8.8	10.6	1.8	A Energie
	R	5.5	5.3	8.0	2.7	E
	N	4.8	3.5	2.6	-0.9	N
Promotion économique et touristique	D	2.1	0.2	-	0.2	A Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	D	15.8	16.2	15.0	-1.2	A Landwirtschaft
	R	7.0	6.3	5.2	-1.1	E
	N	8.9	9.9	9.8	-0.0	N
Total	D	144.4	137.4	136.1	-1.3	A Total
	R	62.6	56.1	57.6	1.5	E
	N	81.8	81.3	78.5	-2.8	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Prêts et participations permanentes

Darlehen und Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	COMPTE RECHNUNG 2013	ECARTS DIFFERENZ 2013-B13	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Prêts						Darlehen	
Crédits LIM et NPR	D	22.9	22.2	22.2	0.0	A	IHG und NRP-Kredite
	R	22.8	21.4	19.7	-1.7	E	
	N	0.2	0.8	2.5	1.7	N	
Crédits agricoles	D	6.1	5.3	5.3	-	A	Agrarkredite
	R	8.6	9.5	8.8	-0.6	E	
	N	-2.5	-4.2	-3.5	0.6	N	
Prêts d'études	D	2.7	3.7	3.1	-0.6	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.1	9.0	8.9	-0.1	E	
	N	-5.3	-5.3	-5.7	-0.5	N	
Prêts aux transports publics	D	9.9	9.5	14.9	5.4	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	0.0	E	
	N	9.1	8.7	14.1	5.4	N	
Crédits forestiers	D	0.7	1.0	0.8	-0.2	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-0.1	E	
	N	-0.5	-0.2	-0.4	-0.1	N	
Autres prêts	D	0.3	-	0.2	0.2	A	Andere Darlehen
	R	0.1	-	0.1	0.1	E	
	N	0.3	-	0.1	0.1	N	
Participations permanentes						Beteiligungen	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	1.3	1.3	1.3	0.0	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
Autres participations	D	0.7	-	0.1	0.1	A	Andere Beteiligungen
	R	-	-	0.0	0.0	E	
	N	0.7	-	0.0	0.0	N	
Total	D	44.8	43.0	47.9	4.9	A Total	
	R	41.5	41.9	39.6	-2.3	E	
	N	3.3	1.1	8.4	7.2	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Editeur

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances et des institutions

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé à partir
de l'adresse : www.vs.ch.

Mars 2014

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen und Institutionen

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der Homepage
www.vs.ch heruntergeladen werden.

März 2014



Imprimé sur papier cocoon 200 g/m² et 120 g/m² fabriqué à 100%
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m² und 120 g/m² Cocoon Papier, hergestellt
aus 100% tintenfreiem Altpapier.